



Pour le gouvernement, il faudra temporiser, a dit le Président Tebboune !

CHERIF ALI

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

EL MORDJANE : ET SI L'ALGÉRIE MISAIT GROS POUR SOUTENIR CETTE ENTREPRISE ET EN TIRER PROFIT ?

La pâte à tartiner algérienne qui fait sensation en France et sur les réseaux sociaux

NABIL MATI



Les cadres et la continuité de l'expérience collective

DERGUINI AREZKI

L'Algérie, candidat de choix pour représenter l'Afrique

MUSTAPHA AGGOUN



Dur réveil des pays d'Europe centrale et orientale en cas de frappe nucléaire russe

MEDJDOUB HAMED



Un jour ou l'autre

SALIM METREF

Livres : la presse... dans la peau

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

Ghaza La résistance inflige un sérieux revers à l'armée sioniste

Mohamed Mehdi

Mercredi, 348^e jour de l'agression contre Ghaza, le nombre de victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 41.272 martyrs et 95.551 blessés, a indiqué, hier, le ministère de la Santé de l'enclave. La même source a ajouté que l'armée d'occupation sioniste a commis 2 massacres, lors des précédentes 24 heures, faisant 20 martyrs et 54 blessés.

Au Liban, l'attaque israélienne consistant à faire exploser des bipeurs « Pagers », un service de radiomessagerie très utilisé dans plusieurs secteurs dans le pays, notamment les hôpitaux, mais également par les membres du Hezbollah, a fait au moins « 12 morts, dont 2 enfants, et environ 300 blessés graves, dont des enfants et des femmes », a indiqué, hier, le ministre libanais de la Santé, Firas Al-Abyad.

Il a ajouté que 460 opérations chirurgicales ont été réalisées jusqu'à présent, la plupart au niveau des yeux et du visage. Le ministre libanais a indiqué que de nombreux pays ont été contactés pour envoyer de l'aide.

Selon un haut responsable de la sécurité libanaise et une autre source, cités par Reuters, les services de renseignement israéliens (Mossad) avaient placé des explosifs à l'intérieur de 5000 téléavertisseurs «Pagers» importés par le Hezbollah quelques mois avant les explosions de mardi. Le Hezbollah et le gouvernement libanais ont accusé Israël d'être responsable de l'explosion de centaines de téléavertisseurs.

Selon le site américain Al-Monitor, cité par Al Jazeera, l'attaque à l'explosion des bipeurs n'était pas prévue pour mardi, mais l'entité sioniste a dû avancer la date de l'opération après avoir eu des indications que deux membres du Hezbollah avaient découvert que les appareils avaient été piégés. Le site ajoute que le plan initial était de faire exploser ces appareils au cas où une « guerre totale » éclate avec le Hezbollah pour obtenir une « supériorité stratégique ».

RAFAH : LES BRIGADES AL-QASSAM TOUJOURS OPÉRATIONNELLES

Hier, l'armée d'occupation sioniste a révélé de « nouveaux détails sur l'embuscade » menée mardi à Rafah, par les Brigades Al-Qassam, la branche armée du Mouvement de la résistance islamique (Hamas).

Selon Al Jazeera, l'armée israélienne a annoncé « la mort de 4 soldats, dont une femme médecin », dans une embuscade tendue par la résistance palestinienne à Rafah, au sud de Ghaza, ajoutant que « 5 autres soldats, dont un officier, avaient été blessés » dans la même attaque.

Les informations publiées, hier, font état de l'explosion d'un bâtiment, piégé par la résistance, dans lequel se trouvaient les soldats israéliens, avant d'être « soumis à des tirs intenses ». Après l'explosion, « les soldats ont été soumis à des tirs intenses » de la part des résistants palestiniens, a ajouté Al Jazeera.

Al Jazeera a également annoncé hier, citant également l'armée israélienne, que « 7 soldats ont été blessés lors de deux attaques à Rafah, dont une embuscade dans un bâtiment piégé ».

Par ailleurs, l'armée sioniste a bombardé, hier, plusieurs régions de Ghaza, fai-

sant plusieurs martyrs et blessés. Deux martyrs et des blessés ont été signalés à la suite d'un bombardement israélien qui a visé une maison de la rue Al-Sikka, dans le quartier d'Al-Zaytoun, au sud-est de la ville de Ghaza.

Toujours dans la ville de Ghaza, un autre bombardement israélien contre une école abritant des personnes déplacées dans le quartier de Shujaiya, a fait 8 martyrs et des blessées.

Un correspondant d'Al Jazeera a rapporté également que le ciblage d'une voiture dans la région d'Al-Mawasi, à l'ouest de Rafah, a fait 2 martyrs et plusieurs blessés.

Le journaliste a également rapporté que des équipes d'ambulances ont récupéré les corps de 4 martyrs tués, hier, dans un bombardement israélien dans la région de Khirbet Al-Adas, au nord de Rafah, et de 5 autres corps retrouvés suite au bombardement de mardi de plusieurs maisons dans le camp de réfugiés d'Al-Bureij, dans le centre de la bande de Ghaza.

A noter aussi que le ministre palestinien de la Santé a annoncé le martyre du Dr Ziad Al-Dalu dans les prisons de l'occupation après son enlèvement dans le complexe Al-Shifa à Ghaza en mars dernier.

AG DE L'ONU: L'ALGÉRIE APPELLE À APPUYER LE PROJET DE RÉSOLUTION POUR METTRE FIN À L'OCCUPATION

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies (ONU), l'ambassadeur Amar Bendjama, a appelé, mardi à New-York, lors de la 10^e session extraordinaire d'urgence sur la Palestine, à appuyer le projet de résolution «historique» présenté par l'Etat de Palestine à l'Assemblée générale (AG) pour mettre fin à l'occupation et permettre au peuple palestinien de jouir de l'ensemble de ses droits.

La réunion de la 10^e session extraordinaire d'urgence sur la Palestine devait donner lieu, mercredi, au vote sur un projet de résolution présenté par la Palestine exigeant l'application de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ) du 19 juillet 2024, selon lequel la présence de l'entité sioniste sur les territoires palestiniens occupés est «illégal et doit mettre fin à l'occupation».

Bendjama a insisté sur l'impératif de «la pleine» application de l'avis consultatif de la CIJ, appelant l'ensemble des pays membres à appuyer le projet de résolution historique présenté par l'Etat de Palestine à l'AG de l'ONU, lequel définit une feuille de route «claire» visant à mettre fin à l'occupation et permettre au peuple palestinien de jouir de l'ensemble de ses droits, indique l'APS.

Le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU a indiqué que «l'avis consultatif de la CIJ, qui réfute le récit de l'occupant et met à nu les politiques de ségrégation raciale qu'il pratique, réaffirme, encore une fois, l'illégalité de l'occupation israélienne des territoires palestiniens et la nécessité d'y mettre un terme».

L'ambassadeur Bendjama a attribué l'échec «l'action multilatérale», qui «a montré son incapacité à appliquer les résolutions de la légalité internationale» en matière de préservation des droits du peuple palestinien, à la puissance occupante qui «fait fi du droit international faute de reddition de compte et de sanctions et agit au-dessus des lois».

lestinien occupé" dans les 12 mois. Le texte, qui fait suite à l'opinion de la Cour internationale de Justice de juillet sur l'occupation sioniste, a été adopté par 124 voix pour, 14 voix contre, et 43 abstentions.

Entretien téléphonique entre Attaf et son homologue libanais

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a eu, mercredi, un entretien téléphonique avec le ministre libanais des Affaires étrangères et des Expatriés, M. Abdallah Bou Habib, à qui il a présenté les condoléances de l'Algérie suite à la cyberattaque sioniste qui a ciblé le Liban faisant plusieurs victimes, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cet entretien, M. Attaf a assuré son homologue «de la pleine solidarité et du soutien de l'Algérie au Liban, pays frère, dans la conjoncture difficile qu'il traverse en raison des atteintes sionistes incessantes et récurrentes à sa sécurité et à sa stabilité», a précisé le communiqué.

Le ministre a adressé les condoléances de l'Algérie au peuple et au Gouvernement libanais suite à la

cyberattaque sioniste qui a ciblé le Liban, mardi, faisant plusieurs victimes et des centaines de blessés, a ajouté la même source. L'Algérie, en sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité, «pour suivra ses efforts et ses démarches visant à défendre les positions, la souveraineté et les intérêts vitaux du Liban face à l'escalade israélienne tous azimuts dans la région», lit-on dans le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Un créneau à investir

Peut-on explorer les moyens pour faire de l'Algérie une destination touristique médicale avec l'aide et le soutien de pays concurrents qui ont une large avance dans ce domaine ? On serait tenté de dire 'oui' au regard de ce qui est attendu par les organisateurs du Congrès international de la santé et du tourisme médical (IHTC), premier du genre, dont les travaux ont débuté lundi dernier à Alger, avec la participation d'experts et de spécialistes de différents pays leaders dans ce domaine. Clairement, les organisateurs présentent ce congrès comme «une opportunité pour les participants à cette rencontre, venus de plusieurs pays, dont la Tunisie, la Jordanie, l'Inde et la Turquie, en vue d'échanger les expertises et les expériences qui permettent de développer ce genre de tourisme et contribuer au développement socioéconomique du pays». L'idée en elle-même est porteuse d'un bon projet, mais pour ce qui est du comment le réaliser, on serait trop crédules de croire que d'autres pays puissent nous transmettre leur savoir-faire sur un plateau. Dans la filière touristique d'une manière globale, la concurrence est très rude. Chaque pays promeut son tourisme local à travers un marketing très offensif pour attirer chez lui le plus grand nombre possible de touristes, voire tous les touristes si on le pouvait, ce qui est de bonne guerre, excluant toute possibilité de coopération visant le renforcement du tourisme dans un autre pays autre que le sien. La devise concerne

pratiquement toutes les activités économiques, technologiques, industrielles, agricoles..., on ne donne rien pour rien. D'où la question de savoir est-il utile de vulgariser «les atouts

touristiques dont dispose l'Algérie et qui peuvent en faire une destination touristique médicale par excellence» auprès de pays comme la Turquie, la Tunisie ou la Jordanie, qui exploitent toutes leurs capacités pour faire de leur destination touristique médicale un attrait concurrentiel sur les plans de la prise en charge des patients, du coût et de l'efficacité des traitements médicaux prodigués par rapport à d'autres pays ? L'Algérie compte «280 sources thermales et 1.600 établissements hôteliers d'une capacité d'accueil de 151.000 lits à l'échelle nationale, ainsi que 3 centres de thalassothérapie, outre la programmation de 22 projets pour la réalisation de nouveaux centres le long du littoral national». Ce qui fait d'elle un sérieux concurrent dans le domaine du tourisme médical, pouvant à l'avenir réduire à zéro le nombre d'Algériens qui se rendent chaque année dans leurs cliniques et détourner la clientèle venant d'autres pays. Maintenant, ne serait-on pas mieux avisés de promouvoir l'investissement étranger dans ce domaine, en lieu et place de la recherche d'une expertise étrangère en l'état brut, pour atteindre l'objectif de faire de l'Algérie une «destination attractive dans le domaine du tourisme médical», au regard des progrès que connaît le pays dans différents domaines connexes ?

Hydrogène vert Réunion d'affaires entre Sonatrach et John Cockerill

Le Président directeur général (PDG) de «Sonatrach», Rachid Hachichi, accompagné des cadres dirigeants de Groupe, a tenu à Houston (Etats-Unis), une réunion d'affaires avec une délégation de la compagnie «John Cockerill», spécialisée dans le développement des solutions technologiques dans le domaine des énergies renouvelables, notamment la production d'électrolyseurs à hydrogène vert, a indiqué, mercredi, un communiqué de Sonatrach.

Les discussions ont porté essentiellement sur «les moyens d'établir un futur partenariat dans le domaine des énergies renouvelables», précise le communiqué, soulignant que «les représentants de cette société technologique ont présenté leurs solutions, innovations et services de pointe pour produire, transporter et commercialiser l'hydrogène vert».

Cette réunion a été tenue, mardi, au siège de la compagnie «John Cockerill» à Houston, en marge de la participation du PDG de «Sonatrach» et la délégation l'accompagnant, à la Conférence mondiale sur l'énergie «Gastech» (17-20 septembre à Houston).

A l'issue de cette réunion, M. Hachichi et la délégation l'accompagnant ont visité l'usine spécialisée dans la production des électrolyseurs à hydrogène vert destinés au marché américain.

La compagnie belge «John Coc-

kerill» est une société spécialisée dans la technologie et l'innovation, dont les activités consistent essentiellement en le développement de solutions au profit de ses clients en matière d'hydrogène vert, d'énergie, d'industrie, d'environnement et d'infrastructures.

Lors de sa participation à une séance de travail à la Conférence mondiale sur l'énergie «Gastech», qui se tient à Houston (Etats-Unis), le Président-directeur général (PDG) de Sonatrach, Rachid Hachichi, a mis en avant, les efforts du groupe public en vue de réduire les émissions de Carbone.

Le PDG du groupe a présenté «un aperçu des réalisations du groupe en matière de décarbonisation, évoquant l'ambitieux programme que le groupe adopte en vue de réduire son empreinte carbone et d'atteindre l'objectif Zéro torchage ordinaire d'ici 2030", indique mercredi un communiqué de Sonatrach.

A cet égard, M. Hachichi a précisé que les projets des énergies renouvelables, basés sur la construction de centrales solaires photovoltaïques, visaient à réduire la consommation d'électricité propre du groupe et à libérer des quantités importantes de gaz pour des utilisations plus efficaces», mettant, également, en avant le volet lié à l'hydrogène vert.

«L'Algérie dispose d'atouts compétitifs qui l'habilitent à jouer un rôle

essentiel dans la production et la commercialisation de l'hydrogène vert à l'avenir», a affirmé le PDG lors de cette séance tenue mardi.

Il a évoqué la nouvelle stratégie de Sonatrach pour le climat qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à augmenter le niveau d'insertion des énergies renouvelables et à développer les solutions de séquestration du carbone par des méthodes naturelles et technologiques, outre la réalisation de l'équilibre entre les émissions et leur absorption, à travers les puits de carbone, précise la même source.

M. Hachichi est également revenu sur le rôle important du gaz naturel, en tant que principal vecteur de la transition énergétique, vu son impact réduit sur l'environnement par rapport aux autres énergies fossiles. Et d'ajouter que le gaz naturel compte parmi les ressources d'hydrocarbures les plus propres, d'où l'importance de son rôle dans la transition mondiale vers les énergies propres. Le PDG de Sonatrach a participé à la séance de débat au premier jour de la Conférence mondiale sur l'énergie «Gastech» aux côtés des PDG de compagnies énergétiques mondiales, à l'instar du géant américain du pétrole et du gaz «Exxon-Mobil», le groupe italien «ENI» et la compagnie américaine «Baker Hughes», et un groupe important d'expert et de responsables dans le domaine de l'industrie énergétique.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction centrale 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20 Imp.: Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr Rédaction Algéroise Tél.: 021. 64.96.39 -Fax : 021. 61.71.57 Pub Tél.: 021. 64.96.44 Rédaction Constantinoise Tél. : 031.92.12.11 Fax : 031.92.12.22
Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE				
«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz				

Réintégration des élèves La plateforme numérique ouverte le 25 septembre



Le ministère de l'Education nationale a annoncé, mercredi, dans un communiqué que le dépôt des demandes de réintégration des élèves des cycles moyens et secondaire, débutera mercredi 25 septembre 2024, à travers l'espace Parents, en vue de leur accorder une seconde chance pour refaire l'année. «Dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des parents liées à la scolarité de leurs enfants, notamment les demandes de réintégration des élèves des cycles moyens et secondaire, en vue de leur accorder une seconde chance pour refaire l'année dans la limite des places pédagogiques disponibles, le ministère de l'Education nationale informe les parents d'élèves désirant réintégrer leurs enfants au titre de l'année scolaire 2024/2025, que la période dédiée au dépôt des demandes sur la plateforme numérique est fixée du mercredi 25 septembre au mardi 1er octobre 2024, à travers l'espace Parents via le lien: www.awlyaa.education.dz, en renseignant le formulaire de la demande de réintégration et en imprimant le récépissé de dépôt électronique de la demande», précise la même source.

«Le classement des élèves con-

cernés par la réintégration se fait par un système informatique en adoptant des critères unifiés dans la limite des places pédagogiques» note la même source, soulignant que «les demandes de réintégration sur la base des listes extraites du système informatique du secteur de l'Education nationale, sont présentées aux conseils de classes réunis en sessions extraordinaires pour examen et décision mardi 8 octobre 2024". Les résultats sont communiqués aux parents concernés à travers leurs comptes dans l'espace «Parents», et affichés dans les établissements d'enseignement mercredi 9 octobre 2024, ajoute le communiqué.

«Les élèves dont la demande est acceptée doivent s'inscrire dans leurs établissements d'enseignement le 10 octobre 2024", a fait savoir la même source, précisant que «tout élève non inscrit au plus tard le 14 octobre 2024 perdra sa chance de réintégration».

«Toute procédure liée au processus de réintégration des élèves concernés hors du système informatique du secteur de l'Education nationale est considérée nulle et non avenue», relève le communiqué du ministère de l'Education nationale.

Rentrée sociale Le transport des voyageurs renforcé

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie «Sogral» a annoncé, mardi dans un communiqué, le renforcement du transport des voyageurs à travers tout le pays et la mise en place de nouveaux services numériques pour suivre l'itinéraire des bus, et ce dans le cadre des mesures prises en prévision de la rentrée scolaire et sociale. Sogral a précisé qu'en prévision de la rentrée scolaire prévue le 22 septembre 2024, et en application des instructions du ministre du Transport, une série de mesures ont été mises en place en prévision de la rentrée sociale et scolaire, pour faciliter les déplacements des voyageurs. Ces mesures importantes prévoient le renforcement du transport sur les lignes qui connaissent une forte demande cette semaine afin de faciliter le retour des familles dans leurs villes, notamment au niveau des gares de Tlemcen, Annaba, Béjaïa, Sétif, Ouargla, Alger, Béchar et Constantine, outre l'ouverture de nouvelles lignes à travers les différentes gares routières, particulièrement celles du sud, précise la même source.

Sogral affirme, par ailleurs, son engagement à appliquer la stratégie tracée par les Hautes autorités en matière de transition numérique, annonçant le lancement d'un nouveau service pour suivre les bus à

distance pour faciliter les déplacements des voyageurs en général et les étudiants en particulier via l'application «Mahatati».

Ce nouveau service permet d'améliorer les prestations du transport routier et de faciliter les déplacements des voyageurs, notamment dans les régions éloignées en leur donnant la possibilité de suivre le trafic des bus sans se déplacer à la gare.

Ce service, ajoute «Sogral» est aussi doté d'une fonctionnalité permettant aux voyageurs de recevoir une notification sur leurs Smartphones quelques minutes avant l'arrivée du bus, affirmant que l'année courante sera décisive pour le renforcement de ses services numériques.

La société a en outre souligné que l'application «Mahatati» mise à la disposition des voyageurs a connu un million (1) de téléchargements durant cette période, rappelant qu'elle permet de consulter les programmes des voyages et de réserver en ligne outre la possibilité de signaler des dépassements.

D'autre part, la société a consacré, à travers plusieurs de ses unités, des quais pour les étudiants universitaires, affirmant la mobilisation de toutes ses ressources humaines pour garantir une rentrée sociale et scolaire réussie.

Ouverture d'un dialogue national Le FFS salue l'annonce du Président de la République

Le premier secrétaire général (SG) du parti du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche a salué, mercredi à Alger, l'annonce du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à l'ouverture d'un dialogue national avec toutes les forces vives du pays "en consécration de la véritable démocratie".

Lors d'une conférence de presse animée au siège du parti, M. Aouchiche a salué l'engagement du Président de la République, dans son discours prononcé mardi au terme de sa prestation de

serment constitutionnel, à lancer "un dialogue national visant à consolider la démocratie et l'Etat de droit", mettant en avant l'importance de construire un Etat national fondé sur les principes de justice et de démocratie et en mesure de faire face aux différents défis.

Il a appelé à "une révision de la loi sur les partis politiques, des codes communal et de wilaya et de la loi électorale", afin de favoriser "la représentation démocratique dans les assemblées élues".

Revenant sur la Présidentielle du 7 septembre, M. Aouchiche a

affirmé que sa participation en tant que candidat du FFS, s'inscrivait dans le cadre "d'une démarche politique et stratégique qui transcende le décompte des voix électorales", précisant que "l'intérêt national est placé au-dessus de toute autre considération, à travers la contribution à la stabilité du pays, notamment à la lumière de la conjoncture géopolitique qui entoure le pays".

Le premier SG du FFS a plaidé également pour "une réforme profonde" de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

De nouveaux directeurs à la tête de la Télévision et de la Radio algériennes

Le conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Said, a présidé, mercredi à Alger, l'installation de M. Mohamed Baghali au

poste de Directeur général de l'Etablissement public de télévision (EPTV) en remplacement de M. Adel Salakdjji.

Il a également présidé l'installation de M. Adel Salakdjji au pos-

te de Directeur général de la Radio algérienne, en remplacement de M. Mohamed Baghali.

L'installation s'est déroulée en présence des cadres des deux établissements.

Air Algérie suspend les vols Alger-Bamako

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, mardi dans un communiqué, la suspension de tous ses vols reliant Alger à Bamako, en raison de la fermeture de l'espace

aérien du Mali. «La compagnie aérienne nationale Air Algérie informe son aimable clientèle qu'en raison de la fermeture de l'espace aérien au Mali, tous les vols reliant Alger

à Bamako sont suspendus», a-t-elle précisé.

La compagnie nationale a, par ailleurs, rassuré qu'elle «tiendra sa clientèle informée de l'évolution de la situation».

Raïna
Raïkoum
El yazid Dib

Les Arabes : la cause et les défis

La cause est unique, nombreux sont les défis. Ils sont dans le sein du défaut d'unité. Quand les liens sont minés, il ne faut pas trop s'attendre à des amours passionnelles ou au temps des roses pour pouvoir les lever.

Il existe d'innombrables crises qui défavorisent en sourdine, parfois en clair, la relation arabo-arabe.

Dans certaines contrées, il ne subsiste de cette «arabité» qu'un discours creux et vaniteux. Toutes les têtes sont orientées vers l'Occident, quand la langue sur les podiums persiste à vanter l'histoire d'un patrimoine commun. Rendus civilisés par la grâce du baril, ceux-ci ont de tout temps occupé les devants de la scène internationale, après avoir crevé celle qui les concerne. Défaites et victoires, échecs et réussites, tels des écussons de col, ont fait dorer ou assombrir le registre de leurs hauts faits. Entre Cordoue et Poitiers, les gloires s'estompent et le dur passage d'une position à une autre les terrasse entre Tsars et Yankees.

Les Arabes qui ont conquis des terres et des terres ne sont pas ceux des actuels. Ceux qui ont eu à faire évoluer les sciences, la médecine, les maths, les chiffres et l'astrologie n'avaient pas en tête le pouvoir familial. Il y avait une foi dans l'idéal, un objectif dans l'action. De nos jours, l'on fait dans l'obséquiosité et l'à-plat-ventrisme. La normalisation est maintenant instituée comme mode diplomatique où l'adhésion

n'est qu'une trousse de toilette de trône et de palais. Ils se sont fait des raisons bien à eux pour amadouer le fort

et le puissant, fût-il en marge d'une Ligue arabe désunie ou d'un congrès d'El Qods désarticulé ou d'un sommet qui ne s'érige jamais en sommet. En fait, l'Arabe est un verbe qui ne se conjugue qu'au passé simple. Toujours infinitif, quelquefois impératif. Un verbe qui subit l'action et oublie le défi. Son être semble seulement dans le paraître.

C'est une éloquence et une parole, une poésie et des amourettes. Ce qui se passe en Palestine n'est pas par humanisme une affaire exclusivement arabe. L'élan de solidarité exigible n'est pas aussi à contenir uniquement dans un esprit religieux ou ethnique.

La Palestine est une affaire humaine, universelle. Le bouddhiste, l'athée, le communiste, le libéral, l'anarchiste aussi y sont intéressés. Y compris le juif. Infinis, les défis sont là. Ils viennent se dresser telle une haie infranchissable, face aux différents canevas politiques qu'implique la nation arabe.

Le concept de ralliement et d'allégeance provoque dans une adversité pseudo-fraternelle, des remous alternatifs quant aux options d'un pays par rapport à un autre. Rares sont ces pays qui s'entendent pour mieux n'entendre que la voix du maître. La cause n'est pas Hamas, qui n'est pas la Palestine, c'est Ghaza et tous les territoires occupés.

Béchar

Trois morts et 19 blessés dans une collision

Trois (3) personnes sont décédées et 19 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mercredi au nord de Béni-Ounif (110 km au nord de Bechar), a-t-on appris des services de la Protection civile.

Les éléments de la PC sont intervenus après le signalement d'un accident sur la RN-6A, à 25 km au nord de la commune de

Béni-Ounif, suite à la collision d'un bus de transport de voyageurs assurant la liaison Adrar-Bechar-Alger et un camion transportant du carburant, a-t-on précisé.

L'ensemble des victimes de ce tragique accident ont été évacuées vers l'établissement public hospitalier Djelloul-Mezrag, a signalé la source.

Le wali de Bechar, accompagné des autorités de la wilaya, a rendu visite aux blessés pour s'enquérir de leur état et de leur prise en charge au niveau de l'hôpital, a-t-on ajouté.

Une enquête a été diligentée par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les circonstances de ce sinistre, selon la même source.

Pour le gouvernement, il faudra temporiser, a dit le Président Tebboune !



Par Cherif Ali

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, qui lui a remis la démission du gouvernement, et a enjoint à ce dernier de surseoir la décision pour assurer la gestion de dossiers urgents nécessitant la connaissance de la situation par les ministres actuels, a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Selon les usages, quand un gouvernement est appelé à démissionner, le président de la République peut demander au Premier ministre et partant, aux ministres de rester temporairement en fonction pour assurer la continuité de l'Etat, de ses services, et donc du fonctionnement essentiel et quotidien des administrations placées sous leur responsabilité. Aucun texte juridique ne cadre spécifiquement ce qu'un gouvernement «démisionnaire» peut ou ne peut pas faire.

Un tel gouvernement a, bien évidemment, un pouvoir bien plus limité qu'un gouvernement de plein exercice. Il ne peut, en principe, prendre de mesures de nature politique. De fait, il ne peut pas, par exemple, créer de nouveaux droits et devoirs pour la population ou prendre des mesures qui ne seraient pas déjà prévues par les lois existantes et promulguées.

Choisir un nouveau Premier ministre reviendrait pour le président de la République à trancher une épineuse interrogation :

Pour l'heure, donc, la suspense reste entier sur le visage de celui qui prendra la tête du gouvernement; la partition est prête, il manque le chef d'orchestre pour la jouer.

1. S'agit-il de donner plus de poids politique à l'exécutif, au risque de renforcer l'image du Premier ministre et d'en faire éventuellement un potentiel présidentiable ?

2. Ou, au contraire, ne pas se faire trop d'ombre en maintenant à son poste l'actuel locataire du Palais du gouvernement ? Dans ce cas précis, le président de la République vivrait dans une contradiction : car si aucune tête ne dépasse, c'est lui qui porterait toute la responsabilité.

3. Mais s'il nomme quelqu'un pour en porter le poids, il serait au second plan. Quoi que !

Justement, qui pourrait être l'homme à qui le Président Abdelmadjid Tebboune confierait les rênes de son exécutif et dont le nom sera dévoilé prochainement ?

Auquel cas, il devrait cumuler l'ensemble des pré-requis comme :

1. une forte personnalité et un esprit indépendant (l'un ne va pas sans l'autre);
2. une intégrité morale au-dessus de tout soupçon;
3. une connaissance intime des questions économiques, sociales et financières;
4. une grande capacité à mobiliser les ressources humaines auxquelles il devra s'adosser pour engager des réformes de structure indispensables promises par le candidat-président.

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, cumulant l'ensemble de ces critères a été le choix de Tebboune, jusqu'à présent, même si après tous ces mois durant, il est encore difficile de définir l'état des relations entre les deux hommes.

Bien que le Président ait relevé l'existence de points négatifs dans l'action du gouvernement, rien ne dit qu'il ciblait par ses propos le Premier ministre.

Cette question liée à la performance de l'action de l'Exécutif avait été évoquée par le Président Abdelmadjid Tebboune lors d'une de ses rencontres avec des représentants de la presse nationale, sous l'angle de la sanction individuelle de chaque membre du gouvernement, sur la base de son bilan et de l'exécution rigoureuse des décisions du Conseil des ministres.

Cette clarification du chef de l'Etat a eu lieu au plus fort moment des rumeurs relayées par certains médias qui avaient circulé alors, sur un changement imminent à la tête du gouvernement avec le départ du Premier ministre. Le président de la République avait, toutefois, annoncé un changement partiel du gouvernement qui avait touché des ministres jugés défaillants. Une manière de signifier que les couacs enregistrés dans certains secteurs d'activités ne sont pas imputables au Premier ministre Nadir Larbaoui, encore moins à un manque de pertinence et de réalisme du programme d'action du gouvernement, mais bien à des ministres qui ne mouilleraient pas suffisamment le maillot, comme le voudrait le Président Tebboune. (1)

Comme rien aussi, de ce qu'a affirmé, jusqu'à présent, le chef de l'Etat, ne laisse penser qu'il compte garder son Premier ministre !

CECI ÉTANT DIT, SUR QUEL GOUVERNEMENT VA S'APPUYER ABDELMADJID TEBBOUNE POUR ENTAMER SON SECOND MANDAT, SOUS DE MEILLEURS AUSPICES ?

Au delà des nouvelles personnalités qui doivent composer ce gouvernement idéal, le pays, selon les experts, a déjà besoin aussi d'une nouvelle structure gouvernementale au lieu des 39 membres qui la composent actuellement.

A savoir se doter de 10 ministères uniquement et de 15 secrétaires d'Etat, et ce, afin de réduire les dépenses onéreuses qu'impose l'actuelle lourde machine bureaucratique, réduction du train de vie de l'Etat oblige.

Il est par exemple suggéré de créer des super-ministères regroupant plusieurs portefeuilles comme le ministère de l'Economie qui regroupera un secrétariat à l'Industrie et l'Investissement et un autre dédié au Commerce au lieu de laisser ces secteurs dans deux ministères différents.

Et pourquoi pas aussi un ministère de la Décentralisation et de l'Intérieur pour donner plus de sens au découpage administratif !

Et un ministère de la Planification réclamé « à cor et à cri » par les trois postulants pendant la campagne électorale.

Et également un ministère de la Ville pour passer du « Un toit, une famille ! » à « Des logements, une Ville », sachant que lors du premier mandat du Président Tebboune, 1.700.000 logements ont été réalisés et livrés à leurs bénéficiaires tandis que 2.000.000 d'unités sont inscrites en réalisation pour le mandat à venir !

Pour l'heure et, après un premier mandat, chahuté par plus de deux années rendues difficiles pour cause de Covid, mais au final, sanctionné par de nombreux succès dans tous les domaines, le chef de l'Etat va, selon toute vraisemblance, donner plus de visibilité à l'action de son Exécutif à travers de nouveaux profils plus consistants notamment dans les domaines agricoles, économiques et industriels pour ne citer que ces secteurs.

Gouvernement bien entendu sans accointances politiques; il ne peut en être autrement dès lors que le Président Abdelmadjid Tebboune s'est présenté aux électeurs en tant que candidat indépendant !

La tâche est délicate et le choix des hommes devant accompagner le Président et le Premier ministre qu'il aura à désigner, l'est autant.

Pour les ministres va-t-il permettre au Premier ministre de :

1. puiser encore une fois dans le corps des walis pour nommer ses ministres ?
2. faire confiance aux technocrates ?
3. faire une sélection à partir du fichier de la société civile ?
4. s'en remettre aux partis politiques qui l'auraient soutenu dans sa campagne ?

S'agissant des walis promus ministres, il faut le rappeler, ils n'ont pas été à la hauteur des attentes, à voir globalement leurs bilans et pour certains les graves dérives dont ils ont été les auteurs !

De là à prétendre que la filière de ces hauts fonctionnaires reste, malgré tout, un vivier de compétences et les affubler du titre de « technocrates », alors qu'ils ne sont que des grands commis de l'Etat qui ont, pour la plupart, « touché à tout », sans être pour autant des experts dans un domaine précis, c'est aller vite en besogne !

Précisons toutefois que dans un gouvernement de technocrates, ce sont ces derniers qui décident de tout, tout en restant impuissants devant les problèmes de société. Quel paradoxe !

L'idée d'une technocratie demeure pourtant hypothétique, même si des nations ont, par le passé, été considérées comme soumises à une forme de gouvernement d'experts.

Pour fermer la parenthèse, « le phénomène semble aussi facile à expliquer que la théorie de la relativité d'Einstein », expliquait un politologue. Mais sinon, un gouvernement politique à 100% est-il envisageable pour les années qui viennent ?

Opter pour un gouvernement exclusivement politique, une équipe de spécialistes indépendants, ou une formule mixte, c'est-à-dire un cabinet techno-politique appelé à contenter à la fois, si cela est possible, les milieux politiques, les investisseurs et entrepreneurs honnêtes, c'est aussi une autre possibilité qui échoit au président de la République qui s'apprêterait à consulter la classe politique, le Conseil de la Jeunesse et des experts.

Bref, autant de questions qui préoccupent les observateurs de la vie politique, tout comme la désignation du Premier ministre qui reste du ressort exclusif du président de la République, ce qui élimine tout suspense quant à celui qui conduira l'Exécutif, contrairement aux ministres qui composeront son staff.

Renvois:

- (1) Mauvais casting ? Omar Berbiche. El Watan
- (2) Un ministère de la Décentralisation et de l'Intérieur pour une meilleure gouvernance locale par Cherif Ali (Le Quotidien d'Oran, le 05/03/2020).

El Mordjane : et si l'Algérie misait gros pour soutenir cette entreprise et en tirer profit ?

La pâte à tartiner algérienne qui fait sensation en France et sur les réseaux sociaux



Par Nabil Mati*

Depuis quelques semaines, El Mordjane, une marque algérienne de pâte à tartiner produite par l'entreprise familiale CEBON, connaît un succès retentissant. Cette pâte à tartiner à la crème de noisettes grillées, au goût évoquant le célèbre Kinder Bueno, a

captivé l'attention des réseaux sociaux et des médias, notamment en France, où elle est devenue un véritable phénomène.

Articles de presse, influenceurs et chaînes de télévision françaises se demandent d'où vient ce produit et pourquoi il suscite un tel engouement, alors même qu'il est commercialisé en France depuis plusieurs années.

Fondée en 1997, l'entreprise familiale CE-

BON a su s'imposer sur le marché grâce à la qualité de ses produits, appréciés tant par les professionnels que par les amateurs de pâtisserie. Le pot de 700 grammes de pâte à tartiner El Mordjane, vendu initialement à 8,50 • en France, a vu son prix grimper à 12,99 •, voire 13,99 •, selon certaines boutiques en ligne. Cette flambée des prix a suscité un vif intérêt sur les réseaux sociaux, offrant à la marque une publicité massive et gratuite, mais soulevant également des questions sur le décalage tarifaire avec les prix en Algérie.

Pour répondre à la demande croissante, CEBON a décidé de lancer sa propre boutique en ligne afin d'élargir sa présence internationale. Selon Amine Ouzlifi, porte-parole de la marque, El Mordjane est déjà exportée dans plusieurs pays, dont les États-Unis, le Canada, et bien sûr la France, et ambitionne de s'étendre encore plus largement à l'échelle mondiale.

Cependant, un obstacle inattendu est venu freiner cette expansion : El Mordjane est désormais interdite à la vente en Europe en raison du non-respect de la législation européenne sur les produits contenant du lait. Mustapha Zebdi, responsable du dossier, explique que l'article 20, troisième alinéa, du règlement n°2202/2292 de l'Union européenne impose des conditions strictes pour l'importation de ces produits dans l'UE.

L'Algérie, ne faisant pas partie des pays autorisés à exporter des produits laitiers vers l'Europe, n'a pas encore mis en place «un plan de contrôle des substances pharmacologiquement actives, des pesticides et des contaminants approuvés par la Commission».

Malgré cet obstacle, le succès d'El Mordjane pourrait être encore amplifié avec un soutien accru des autorités algériennes, notamment du ministère du Commerce, et

l'encadrement d'experts en droits commerciaux.

Renforcer les capacités commerciales et stratégiques de l'entreprise, en mobilisant des commerciaux et négociateurs compétents pour établir des partenariats internationaux solides, tout en évitant les pièges parfois tendus par l'Union européenne sous l'influence de certains lobbies, pourrait permettre à El Mordjane de franchir de nouveaux paliers. En agissant ainsi, cette entreprise pourrait inspirer d'autres entreprises algériennes à suivre son exemple, contribuant ainsi à créer un écosystème entrepreneurial plus compétitif à l'échelle mondiale.

L'exemple de Ferrero, l'entreprise italienne fondée en 1946, illustre parfaitement le potentiel d'une telle stratégie : avec sa célèbre marque Nutella, Ferrero a atteint un chiffre d'affaires de 17 milliards d'euros en 2023. Cet exemple prouve qu'avec des stratégies appropriées, un positionnement efficace et un soutien collectif, les entreprises peuvent croître de manière spectaculaire et s'imposer sur la scène internationale.

Dans un contexte où l'Algérie cherche à diversifier ses sources de revenus au-delà des hydrocarbures, des succès comme celui d'El Mordjane devraient encourager une réflexion économique plus innovante. Les outils et stratégies du passé ne suffisent plus : une simple vidéo postée en ligne a suffi à faire le buzz autour de cette marque, démontrant l'importance de tirer pleinement parti des nouvelles opportunités numériques. Il est essentiel de capitaliser sur ces dynamiques pour renforcer notre tissu économique et favoriser l'émergence d'entreprises algériennes capables de se démarquer sur le marché mondial.

*L'École des Hautes Études des Sciences Sociales de Paris

L'Algérie, candidat de choix pour représenter l'Afrique



Par Mustapha Aggoun

Depuis des décennies, les États africains réclament une réforme structurelle du Conseil de sécurité de l'ONU, en particulier l'attribution de deux sièges permanents à des nations africaines. Cette demande, qui remonte aux débuts de l'après-guerre, n'a jamais été prise en compte, alors que le monde a profondément changé. En effet, cet organe central dans la gouvernance mondiale n'a pas évolué depuis la Seconde Guerre mondiale, une période où l'Afrique était encore sous le joug colonial. Aujourd'hui, avec l'indépendance de tous les pays africains et leur influence croissante sur la scène mondiale, cette absence de représentation permanente au Conseil de sécurité est perçue comme une profonde injustice.

L'Afrique est aujourd'hui un acteur majeur dans les Affaires mondiales, tant sur le plan économique que géopolitique. Le continent abrite certaines des ressources les plus stratégiques, telles que le pétrole, le gaz, les minerais rares et les terres arables, qui alimentent une grande partie de l'économie mondiale. Pourtant, malgré son poids considérable, l'Afrique reste sous-représentée dans les Instances internationales, y compris au Conseil de sécurité. Cette réalité devient, d'autant plus paradoxale, que la majorité des crises humanitaires, des conflits armés et des défis sécuritaires se concentrent sur ce continent, faisant de l'Afrique une priorité centrale pour la paix et la stabilité mondiales. Or, il est difficile de garantir une paix durable et une sécurité effective sans inclure directement les Africains dans la prise de décision. Dans ce

contexte, l'obtention de deux sièges permanents pour des pays africains ne relève pas seulement d'une question de représentation symbolique, mais d'une nécessité stratégique. Les pays africains, par leur expérience, leur connaissance profonde des réalités locales et régionales, sont mieux placés pour proposer des solutions concrètes et viables aux problèmes qui affectent le continent. Ils sont également en mesure de porter une voix plus authentique dans les discussions internationales sur les questions de développement, de sécurité et de climat, qui ont un impact direct sur l'Afrique.

La question du choix des deux pays qui occuperont ces sièges permanents est primordiale. Il ne s'agit pas seulement de désigner deux nations influentes, mais de sélectionner celles qui peuvent, réellement, porter la voix de l'Afrique de manière unie et constructive. Ces pays doivent être des exemples de stabilité politique et sociale, tout en ayant une diplomatie active et un engagement solide envers la paix sur le continent. En outre, leur poids économique et leur capacité à dialoguer avec les grandes puissances internationales seront des atouts essentiels pour renforcer leur crédibilité.

L'Algérie, en tant que candidate probable pour l'un de ces sièges, présente de nombreux atouts qui la distinguent sur la scène panafricaine et internationale. Son histoire révolutionnaire et son engagement indéfectible en faveur de l'indépendance des peuples africains et de la décolonisation font de ce pays un véritable porte-étendard du panafricanisme. Aux côtés de l'Afrique du Sud, elle demeure l'un des rares pays à maintenir une politique étrangère résolument tournée vers la défense des intérêts du continent, se positionnant ainsi comme un bas-



tion de résistance face aux influences néocoloniales. De plus, l'Algérie a toujours adopté une approche équilibrée dans ses relations internationales. Elle a su entretenir des liens solides avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, tout en conservant une politique indépendante, fidèle à ses principes de non-ingérence et de diplomatie active pour la paix. Cet équilibre lui confère une position de médiateur

crédible, capable de dialoguer aussi bien avec l'Occident qu'avec les autres blocs géopolitiques. Son rôle dans la résolution des conflits régionaux, que ce soit au Mali ou en Libye, témoigne de sa capacité à être un acteur clé dans la stabilité du continent. La réforme du Conseil de sécurité, en intégrant des sièges permanents pour l'Afrique, marquerait une avancée historique vers une gouvernance mondiale plus équita-

ble et plus représentative. L'Algérie, par son engagement en faveur de l'Unité africaine, sa politique panafricaine cohérente et ses relations diplomatiques équilibrées, s'impose naturellement comme un candidat de choix. Sa contribution au maintien de la paix et son rôle moteur dans la coopération africaine, la placent au cœur des discussions sur l'avenir du continent dans les instances internationales.

■ Les cadres et la continuité de l'expérience collective

Par Derguini Arezki

1re partie

La thèse que j'essayerai donc d'étayer, c'est qu'au contraire de la société qui s'efforce de se stabiliser au travers d'une structure de classes héréditaires, la tribu, ou plus exactement la société qui s'efforce de se construire sur les ruines de la tribu, est l'organisation à même de réaliser la performance d'une société égalitaire. À ne pas confondre donc avec une société égalitariste. À condition que la tribu s'effectue tel un « parlement des « choses » », autrement dit, retrouve l'unité avec son milieu, accepte une définition qui n'exclut pas les non-humains et ne se construise pas sur un rapport de subordination dichotomique. On pourrait parler de « démocratie tribale », qui serait à la fois démocratie sociale, économique et politique. Elle serait l'organisation qui résulterait d'un agencement équitable et soutenable des humains et des non humains (naturels et non naturels). On ne dira donc pas ce qu'est une « démocratie tribale » à priori, après avoir défini la tribu à priori, mais comment cette démocratie peut être et ce qui peut la rendre possible. Sa définition ne peut être que l'œuvre d'une expérimentation réussie, il s'agit de la construction d'une société sur les ruines de la société tribale qui ne soit pas de classes héréditaires.

LA STABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Les trois étages de l'économie. La stabilité d'une société dépend essentiellement de l'unité de l'économie et de la société, du rapport entre ce que Fernand Braudel appelle les trois étages de l'économie. Soit une base non marchande de l'économie, une société marchande et ses différentes formes de capitaux et un sommet de la société marchande avec son capital financier. La société capitaliste est une société dominée par la hiérarchie de l'argent à l'égard de laquelle l'État manifeste une certaine complaisance au contraire de la société socialiste de marché. Seul l'Occident confond dans son histoire marché et capitalisme (F. Braudel).

L'instabilité d'une société renvoie à la désolidarisation des trois étages de la vie sociale et matérielle : surexploitation et destruction de la vie matérielle et sociale non marchande par la vie marchande, du capital naturel et social en particulier (tout à un prix, mais qui ne recouvre pas le coût de production non-humain); surexploitation et destruction de la vie marchande par le capitalisme, ou autrement dit, vampirisation des différentes formes du capital par le capital financier. Les hiérarchies sociales soumises à celle de l'argent décollent de leur base, la solidarité sociale se rompt.

La stabilité d'une société, comme il transparaît au travers de la vie sociale et matérielle, dépend de la légitimité de ses hiérarchies. Cette légitimité dépend de la complémentarité et de la substituabilité de la base et du sommet des hiérarchies, ou comme on pourrait le dire, quand sa base (la société) est dans son sommet et son sommet dans sa base. Quand la base est ouverte à toute la société, quand le sommet est accessible à la base, quand base et sommet s'échangent les positions, se complètent et ne se séparent pas l'un de l'autre. Il y a dictature quand le sommet se retourne contre la base. Les classes sociales héréditaires, comme dans le capitalisme et le féodalisme, capturent le sommet des hiérarchies. La société de classes héréditaires conquérante a réalisé une solidarité de classes qu'elle ne peut plus soutenir avec le vieillissement de sa population et la décolonisation du monde. Les classes dominantes ont perdu leur aiguillon. Mais l'idéologie libérale oppose à la lutte de classes portée par l'industrie devenue atone, la lutte des producteurs contre leurs parasites, ceux du bas

L'on soutiendra dans ce texte que la tribu est la forme d'organisation sociale en mesure d'assurer la continuité de l'expérience collective et de transformer l'égalité de droit en égalité de fait. L'égalité des droits, l'égalité des chances ne garantit pas l'égalité réelle, même lorsque le droit suit le fait et ne le précède pas. Tout dépend de la capacité de l'organisation sociale à transformer l'égalité de droit en égalité de fait, et du point de vue de la dynamique de la différenciation sociale, à transformer l'inégalité en égalité. Cette transformation ne peut s'effectuer sans une dynamique continue de l'expérience collective.

(chômeurs, immigrés et marginaux) et ceux du haut (financiers, artistes, intellectuels et bureaucrates)^[1] pour faire face à la nouvelle classe ouvrière issue des services.

On effectuera une mise à plat de la société et de ses échanges, l'on considérera qu'elle forme une grande famille composée de tribus et de familles d'espèces différentes, d'hommes et de femmes, mais aussi d'agents non-humains. Elle n'est pas une société d'individus qui serait uniquement composée d'humains et qui se protégeraient d'un État à la propension absolutiste. Notre société n'a pas engendré de classes sociales, une classe dominée atomisée et un État au service d'une classe dominante, dont la classe dominée aurait eu le besoin et le pouvoir de limiter le pouvoir de l'État. Dans la société segmentaire ou tribale, la famille et la société sont sur un même plan d'immanence, la famille est dans la société par la médiation de la tribu, et la société dans la famille par le moyen de la tribu. Elles constituent les deux pôles du mouvement social, le social passant dans la famille, le familial dans la société, la tribu étant dans l'une et l'autre. Pas de discontinuité radicale entre famille et organisation sociale. On peut alors s'interroger sur la complémentarité et la substituabilité des différents agents et sur ce qu'elles peuvent devenir étant donné la nouvelle conjoncture climatique et technologique, sobriété choisie ou sobriété subie^[2]. On soutiendra aussi que seule l'autorité de l'expérience est en mesure de donner lieu à une réelle expérience collective impliquant l'ensemble des agents humains et non humains. Une mise à plat de la société ira donc de pair avec une mise à plat des cadres qui structurent l'expérience collective. On peut constater que pour l'heure, une telle intention n'est pas dans l'ordre social existant.

LA TRIBU, LES FEMMES ET LE PARLEMENT DES « CHOSES »

Les droits des femmes ont été portés par les forces du marché. Cela n'est pas particulier aux sociétés postcoloniales^[3], mais cela y est particulièrement patent. Les luttes féminines ont principalement consisté à saisir l'opportunité de l'école pour sortir d'une économie domestique réduite à sa plus simple expression et accéder au marché de l'emploi, national d'abord, international ensuite avec le chômage des diplômés. Une telle sortie étant astreinte par la réduction du champ de l'économie domestique, elle apparut alors aux familles comme seule alternative conséquente à l'enfermement des femmes dans un espace qui ne pouvait les occuper et les contenir. Les catégories urbaines ont été les premières concernées. Les luttes ont donc été portées par une conjoncture d'urbanisation et de dévalorisation de l'économie domestique. Elles ont été d'un caractère privé, individuel plutôt que collectif, urbain plutôt que rural. Elles s'inscrivent dans une biopolitique particulière, nataliste, caractérisée par une pression démographique due à la baisse de la mortalité infantile et par une politique d'importation des biens de subsistance favorisant l'urbanisation. Ce qui aura pour conséquence un développement rapide du salariat, mais une désolidarisation durable de l'économie non marchande et de l'économie marchande aux conséquences négatives.

L'égalité hommes femmes postulée et revendiquée concerne le haut de la société féminine, elle ne comprend pas l'égalité entre femmes. Le droit devient discriminant, il divise la société selon l'accès qu'on

en a. L'égalité concerne une partie de la société marchande et salariale. La dynamique de transformation de l'inégalité en égalité est aussi large que le permet la dynamique du marché. L'égalité de droit des hommes et des femmes légitimait l'inégalité réelle des hommes et des femmes, avec une inégalité entre les femmes plus accentuée. L'intention politique disculpait la réalité des faits, la minorité ayant accès à l'égalité pouvait avoir bonne conscience. On s'attache plus à la progression du droit que de celle de l'égalité de fait. Le discours juridico-philosophique chasse le discours historico-politique^[4]. L'égalité de droit ne fabrique pas l'égalité, elle légitime l'inégalité de fait qu'elle promet de résorber ; le fait fabriquera le droit, le droit sera dans le fait, mais celui d'une minorité.

Or ce que le discours de l'égalité des droits humains tend à occulter c'est la force qui peut contribuer à transformer l'inégalité en égalité. C'est la force que peut constituer la société féminine s'organisant sur le principe de l'égalité des femmes en vis-à-vis de la force que peut constituer la société masculine s'organisant sur le principe de l'égalité des hommes. Car, c'est la société féminine refusant d'être divisée par le salariat qui peut peser sur le rapport de forces entre le féminin et le masculin ainsi que sur le rapport de forces entre le travail salarié et le travail domestique. Une société qui s'organise en sous-société de femmes avec pour principe l'égalité des femmes et en sous-société d'hommes avec pour principe l'égalité des hommes, comme une tribu avec une sous-tribu de femmes et une sous-tribu d'hommes, avec le principe une personne, une voix, une telle société serait en meilleure capacité de réaliser une société des égaux, en meilleure mesure de définir la substituabilité dans la complémentarité des agents. La division marchande du travail n'élimine pas la division sexuée du travail, elle divise la société féminine en brouillant le rapport de l'économie domestique et de l'économie marchande. Ou divise l'humanité féminine : l'Italie, le pays le plus vieillissant d'Europe, recourt massivement au travail informel des femmes de l'Europe de l'Est^[5].

La division du travail en travail domestique (salarie et non-salarie) et en travail marchand non domestique pourrait recevoir une autre valorisation sociale de la part d'un parlement des « choses ». Un autre rapport entre la vie matérielle non marchande et la vie marchande pourrait être envisagé. Mais quelles sont les femmes qui accepteraient que les autres femmes soient leur égale en même temps qu'elles seraient les égales des hommes ? Comment les femmes européennes regardent-elles les étrangères qui ont pris leur place dans l'économie domestique en s'occupant de leurs parents ? Dans leur sillage, les femmes postcoloniales qui ont accédé à l'économie marchande sont-elles promptes à

Notes :

[1] Michel Feher. Producteurs et parasites : l'imaginaire si désirable du Rassemblement national, La Découverte, 2024. <https://www.youtube.com/watch?v=vEZOHY53MS4>

[2] Je reprends ici la thèse de J.-M. Jancovici voir <https://www.écoshélios.com/la-sobriete/> et <https://www.youtube.com/watch?v=DfFohLBPh2Y>

[3] Vera Nikolsky. Féminicène. Fayard. 2023. <https://www.youtube.com/watch?v=3fod-0n2Vvk4>

[4] M. Foucault. Défendre la société. Cours au Collège de France. <https://www.college-de-france.fr/fr/agenda/cours/il-faut-defendre-la-societe>

[5] https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/09/12/en-italie-pays-le-plus-vieillissant-d-europe-le-role-crucial-des-badanti-symbole-de-l-insuffisance-des-services-publics_6314405_3234.html

rejeter la tribu et ses mauvais souvenirs. On ne peut pas confondre l'ancienne tribu avec la nouvelle. Cette dernière devrait réaliser la condition qu'une femme puisse être l'égale d'une autre en même temps que l'égale de l'homme. Complémentarité et substituabilité des hommes et des femmes. On l'a déjà soutenu ailleurs, la tribu n'a pas besoin de rester dans l'indifférenciation sociale, elle offre seulement le cadre qui permet de mieux réaliser la transformation du droit en fait. Une société où serait représenté hommes, femmes et non humains, serait ensuite en mesure d'assurer de manière plus équitable et plus efficiente la complémentarité et la substituabilité de ses membres. Le marché libre est au service du pouvoir d'achat, il remet le pouvoir aux riches qui ne se gênent pas pour ruiner les pauvres et la planète. Le marché de la tribu n'abandonnerait pas l'offre et la demande à la seule définition des riches. La tribu permet de remettre la démocratie dans le marché. La nation et le marché sans la tribu ne font pas la société démocratique. Ils font des producteurs et des consommateurs séparés, vulnérables aux forces supérieures. Le marché n'englobe pas la société et le marché crée des riches qui persistent à se faire servir par des pauvres. Parce que ces deux instances ne pourront pas faire démocratie et société de classes dans les post-colonies ; parce que ces dernières échoueront à donner, ce que l'histoire sociale ne veut pas donner, des élites de classes au monde. La société sous l'hégémonie culturelle des riches est ensorcelée par le pouvoir d'achat. Or, l'histoire qui vient ne sera plus celle du pauvre qui veut devenir riche, mais celle du pauvre qui sait ce que lui prépare l'histoire.

Avec l'essoufflement de la vie marchande, la part de la production non marchande devrait s'accroître si elle en a les capacités. Avec la crise écologique, un rapport d'entretien et de régénération de la vie non marchande devrait se substituer, s'il le peut, au rapport actuel de destruction. Ce n'est plus une progression de l'économie marchande humaine sur l'économie non marchande humaine à laquelle on va assister, mais à l'inverse, là où l'économie non marchande non humaine aura été préservée. Ce n'est pas d'un partage du travail domestique entre hommes et femmes que l'on devrait se préoccuper en priorité, mais du travail en général et du rapport du travail marchand et non marchand. La dévaluation du travail non marchand ne sera plus au service du progrès social, mais d'une régression subie. C'est dans l'exploitation du travail non marchand par le travail marchand capitaliste que loge l'opposition du travail domestique et du travail marchand. Le travail non marchand ne peut plus être subordonné au travail marchand. Celui non-humain est en révolte durable, celui humain commence à prendre conscience de sa force. Le pouvoir de commander ne peut plus se résumer au pouvoir d'acheter.

Suite en page 7

■ Les cadres et la continuité de l'expérience collective

Suite de la page 6

On dénonce la violence faite aux femmes, mais on ne pense pas d'abord à la violence, à ce que cette violence particulière est à la violence en général, et à ce qui les produisent. On occulte ce qui l'a rendue possible et ce qui maintient la force qui peut s'en défendre dans l'inorganisation et l'incapacité de se défendre. Ainsi, on ne pense pas à la violence faite aux travailleuses de l'informel. On oublie les cadres dans lesquels se produit cette violence, les structures qui la produisent, les rapports de division et de subordination dans lesquelles elle s'exerce. On préférera faire avancer le droit de disposer de soi (d'une minorité qui a le droit et est en mesure de se défendre) et la subordination à la machine (au capital) qui n'abuse pas de son pouvoir en substituant de la mécanique automatique à l'humain. La division de la société féminine est une excellente affaire pour le capitalisme. La crise sanitaire a révélé l'importance de ses travailleuses de l'entretien comme force de la société. *La classe ouvrière dont il faut tenir compte n'est plus portée par l'industrie, mais par l'entretien de la machine sociale, de sa partie marchande, mécanisée et automatisée.* Classe qui tient la machine sociale dans sa partie immergée. Classe ouvrière qui peut se substituer à l'ancienne qui s'efface, en nombre et en qualité, si elle parvient à se former.

Or gauche et droite complotent contre la formation d'une telle classe, chacune à sa façon ; la gauche par sa défense du pouvoir d'achat de la classe moyenne, la droite, pour la liberté d'accumuler et de disposer de soi et de son capital. Il appartient aux femmes de la société marchande de rejoindre cette classe ouvrière de l'économie de reproduction au lieu de s'en détacher, pour qu'une égalité hommes femmes puisse progresser malgré la contraction de l'économie marchande. Ce ne sont pas les travailleurs d'une industrie qui peut passer en fonctionnement automatique qui peuvent décider du fonctionnement de la machine sociale, mais les travailleurs de l'entretien, les agents de l'économie non marchande, qui peuvent perturber et perturbent déjà son fonctionnement automatique. La place, dans la société, des agents de la production non marchande comptera autant que celle qu'occupent les agents de la production marchande dans la société. Les agents des deux productions doivent être d'égale dignité si l'on veut éviter des fluctuations de grande ampleur. C'est dans cette classe que peuvent s'envisager d'autres rapports de complémentarité et de substituabilité des humains et des non humains. C'est cette classe qui peut porter la *classe écologique* dont parle Bruno Latour^[6]. Et ceux que l'idéologie néolibérale veut mettre au pas, ce sont bien ces agents du rez-de-chaussée de la vie matérielle, ce sont bien ces nouveaux agencements entre humains et non humains, entre nature et société, capital et travail qu'elle veut empêcher. Elle veut combattre la formation de cette classe ouvrière, humaine et non humaine, assistée en cela par l'idéologie de l'émancipation de la gauche toujours attachée à la croissance et à la défense du pouvoir d'achat de la classe moyenne. La place du *racisme* est précisément de contenir la formation de cette classe et d'empêcher sa reconnaissance par la société, en divisant cette société de femmes et de non humains qui peut mettre fin à l'exploitation des rapports de subordination.

La classe ouvrière ne surclassera pas pour autant la « race ». Elle n'englobera pas l'humanité et l'humanité ne cessera pas de se différencier en « races ». L'humanité se divise en « races » et les « races » en classes, des races supérieures et des races inférieures ; des classes supérieures et des classes inférieures ; classes supérieures et inférieures de même race ou de races différentes. Il arrive souvent que la division de « races » recoupe la division de classes dans un pro-

cessus de colonisation (les Normands et les Saxons en Angleterre, les germains et les Gallo-Romains en France lors de la période féodale ; les colons et les indigènes en Algérie coloniale). Cette division de « races » donne plus aisément à la division de classes son caractère héréditaire. Dans ces sociétés, la dynamique de différenciation sociale pourra subsumer la différenciation de « races » lorsque la classe dominante pourra triompher dans la compétition mondiale d'autres « races ». Le cas de l'Angleterre, mais pas de l'Algérie coloniale. La notion de nation chasse la notion de « race » du discours dominant et laisse croire que la différenciation de classes est le résultat d'un processus de différenciation interne à la « race ». La classe subsume la « race » en interne et projette la nation en « race » à l'extérieur. *On ne définira pas la « race » à priori, elle se définit dans le processus de différenciation de l'humanité.* La classe quant à elle se définit dans le processus de différenciation d'une société. Celle qui réussit à faire nation et exploite les différences de « races » humaines subsume ses différences de « races » internes. Elle réussit à faire unité de « race ». Dans les sociétés ethniquement homogènes, la différenciation de classes sera endogène et plus cohérente. La « race » unira plus aisément les classes.

Dans les sociétés postcoloniales, la destruction de la tribu a été la condition de leur aliénation, leur différenciation et leur cohésion ont été pulvérisées pour soumettre leurs ressources au pillage, leur dynamique marchande aux lois du marché mondial. *C'est par la classe, la race et la tribu que s'effectue la cohésion d'une société.* Le colonialisme et le néo-colonialisme sont des guerres des « races » que le capitalisme a pu exploiter. Dans les anciennes sociétés industrielles, la classe capitaliste surclassera la « race », qu'elle domine ou dont elle fait partie, et assurera son énergie. Il n'y aura pas d'internationale de ces nouvelles classes ouvrières. Mais des sociétés qui se diviseront en « races », les unes réussissant, les autres échouant à soumettre la classe à la tribu ou la tribu à la classe. Et parmi celles qui ne seront pas divisées par les « races », celles qui sauront stabiliser la place de cette classe et celles qui en seront distraites par leur focalisation sur l'économie de marché, sur le pouvoir d'achat des classes moyennes. Il faudra distinguer des sociétés où les classes moyennes moins soucieuses d'ascension que de stabilité de la structure sociale sauront réinvestir le rez-de-chaussée de leur vie matérielle, de celles qui continueront à le surexploiter et qui exploseront en vol. *La tribu se soumettant la classe peut redonner une cohésion aux trois étages de l'économie des sociétés postcoloniales.* La proto-classe qui se soumettrait la « tribu » soumettra la société au monde et à sa division en « races ».

Dans un parlement des « choses »^[7], où humains et non humains, hommes et femmes seraient également représentés, la société n'étant plus considérée comme l'unité des humains, mais de tous ses agents, la société féminine y aurait un poids particulier si elle se constituait en tant que telle et en faisant place à ses deux composantes salariée et non-salariée. *La classe ouvrière n'est plus dans l'industrie et le salariat, mais dans les services salariés et non-salariés. Et le travail n'est pas seulement humain, car si nous supprimons l'énergie fossile et la photosynthèse, par exemple, que reste-t-il du travail humain ? Réserver la classe ouvrière à la seule partie des travailleurs salariés est une mystification institutionnalisée.* Une telle mystification a pu prendre formellement grâce à une notion figée de la classe ouvrière, son abstraction du processus de différenciation sociale (substantification). Pratiquement, grâce au mythe du plein emploi (salarié), mythe qui soumet en vérité le monde au pouvoir d'achat d'une minorité de l'humanité. Maintenant que cet idéal s'éloigne^[8], on ne peut plus ignorer cette partie de la société qui reste en dehors du salariat ou qui vit dans la précarité. Cette classe ouvrière habite et for-

me le rez-de-chaussée de la vie matérielle (F. Braudel), rez-de-chaussée marchand et non marchand, sans lequel il n'y a ni premier étage (économie de marché et compétition) ni second (capitalisme et monopoles). En vérité, *la classe ouvrière, tout comme la société, est composée d'humains et de non-humains*, les uns fonctionnant à l'énergie humaine, les autres à des énergies non humaines. Il appartient au rez-de-chaussée de la vie matérielle de se réapproprier ses étages supérieurs, de rétablir une coopération des humains et des non-humains que le capitalisme a opposés.

La crise sanitaire a mis à nu ce rez-de-chaussée de la vie matérielle, sans lequel la vie marchande ne saurait subsister. Et c'est peut-être la conscience de la dépendance à une population d'origine étrangère qui peuple ce rez-de-chaussée qui a activé la xénophobie dans certaines sociétés européennes. La « race » ici s'efforce d'englober la classe et de se substituer à elle pour refaire la cohésion sociale d'une société qui se croit menacée.

LA CATASTROPHE PRÉVISIBLE

Nous aurions pu aller vers un parlement des « choses » si les humains s'étaient écoutés, avaient écouté les plaintes des femmes et des non-humains. Il ne s'agit plus seulement d'accueillir officiellement ce qui existe officieusement, comme l'envisageait Bruno Latour. Et non plus d'instituer un parlement, car les agents ne demandent plus de droit d'entrée et n'expriment plus le désir de parlementer. Dans les lieux où les humains et les non-humains se rencontreront, ils ne se mettront pas à parlementer, mais à s'entrechoquer, à se combattre. Les « choses » (les intempéries, les machines de guerre, les migrants de différente nature) envahissent violemment le monde des sociétés humaines, elles ne demandent pas leur avis. *La crise climatique a fait sortir les non-humains de la nature pour les faire entrer dans la société, les humains racisés de leur race.* La violence exercée sur la nature par les humains se retourne contre eux. Le cantonnement des non-humains dans la « nature » et leur manipulation autoritaire a fait rompre les digues. Pour les humains et les non-humains, la guerre fera des vainqueurs et des vaincus, certains seront contraints de parlementer sous un nouveau rapport de forces. *Avec les fluctuations sociales et environnementales, l'optimalité n'est plus l'objectif du système économique, mais la résilience, la capacité d'adaptation et de transformation*^[9].

Les parlements du monde n'accueilleront ni une parité de représentation des humains et des non-humains, avec les scientifiques comme porte-parole des non-humains, ni une parité des hommes et des femmes, ni une parité des « races » avec les humains des nations prolétaires. Ceux humains existants vont être débordés par la masse des humains qui en ont été exclus et par des agents de la nature qui de passifs deviennent agressifs. *Les scientifiques ont beau se faire les porte-paroles des non-humains et aler-*

ter les humains du déchaînement de leurs mandants, les nations prolétaires ont beau se défier et menacer d'envahir celles riches, tout cela n'est pas entendu, pris en compte. Des fortes-ressences sont élevées pour préserver des rapports entre humains et non humains qui ont moins de forces pour tenir.

Que des parlements des « choses » puissent voir le jour, avec une parité des humains et des non-humains, des hommes et des femmes, sur certains points de l'humanité, c'est de leur capacité à déteindre sur le reste du monde que pourra se décider un nouvel ordre du monde, une pauvreté, mais pas une précarité. Si l'ingratitude et l'arrogance qui a caractérisé les hommes persistent, la catastrophe ne pourra pas être évitée. Les humains ont pris à la nature et n'en ont pas pris soin, ils ont exploité leurs semblables et ne s'en sont pas repentis.

Les idéologues occidentaux, ceux de gauche en particulier, ont rejeté massivement la théorie du choc des civilisations de Huntington, mais ils y vont les yeux fermés, l'esprit obnubilé par la croissance. La dépendance au sentier colonial et postcolonial est forte. L'Occident est pris dans sa trajectoire coloniale. Les postcoloniaux commencent à s'en déprendre, peu avec succès. La « droitisation » de l'Occident, l'acharnement d'Israël, la politisation (weaponization) de l'économie (sanctions économiques) en donnent les signes. *Le choc des civilisations s'inscrit dans le prolongement du colonialisme et du néo-colonialisme.* Le monde est victime de la dépendance au chemin que l'Occident lui a fait emprunter. Les crises climatique et économique vont multiplier les crises sociales. L'Occident s'expose à redoubler de violence au lieu de se soustraire au cycle de la violence qu'il a lui-même initié et entretenu.

La philosophie pessimiste de l'histoire de Walter Benjamin quant à l'avenir du monde issu du monde européen, revient au goût du jour : « Pessimisme sur toute la ligne. Oui, certes, et totalement. Méfiance quant au destin de la littérature, méfiance quant au destin de la liberté, méfiance quant au destin de l'homme européen, mais surtout trois fois méfiance en face de tout accommodement : entre les class-ees, entre les peuples, entre les individus. ... »^[10] Rejetant le culte moderne de la Déesse Progrès, Benjamin met au centre de sa philosophie de l'histoire le concept de catastrophe. Dans une des notes préparatoires aux Thèses de 1940, il observe : « La catastrophe est le progrès, le progrès est la catastrophe. La catastrophe est le continuum de l'histoire. »^[11] L'assimilation entre progrès et catastrophe a tout d'abord une signification historique : le passé n'est, du point de vue des opprimés, qu'une série interminable de défaites catastrophiques. Benjamin conçoit la révolution comme l'interruption d'une évolution historique conduisant à la catastrophe^[12].

A suivre...

Derguini Arezki

Notes :

[6] Mémo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même. Bruno Latour, Nikolaj Schultz. Les Empêcheurs de penser en rond. 2022.

[7] « Le Parlement des choses n'est pas une invention de visionnaire à imposer par le fer et le feu contre l'état de choses existant, il prend « seulement » en compte ce qui existe déjà parmi nous (les hybrides, devenus trop nombreux pour être accommodés par les instances de purification : la science, la politique). Il s'agit de manifester officiellement ce qui existe déjà officieusement, au sein d'une enceinte où se trouvent réunis tous les porte-paroles, quelle que soit l'origine de leurs mandants. »

Bruno Latour. Esquisse d'un parlement des choses. Écologie & politique 2018/1 (N° 56), p. 47-64. <http://www.bruno-latour.fr/sites/default/files/P-50-PARLEMENT-republication.pdf>

[8] Voir par exemple P.-N. Giraud, du pain et des jeux. Une économie politique des usages du temps. Odile Jacob. 2024.

[9] Olivier Hamant. La troisième voie du vivant. Odile Jacob. 2022.

[10] W. Benjamin, « Le surréalisme », p. 312. Cité par M. Lowy

[11] W. Benjamin, G. Schriften, I, 3, p. 1244 (notes préparatoires pour les Thèses). Cité par M. Lowy

[12] Voir Michael Lowy Progrès et catastrophe. La conception de l'histoire de Walter Benjamin.

[13] Voir J.N. Giraud, le pain et les jeux. Aussi l'auteur du livre précarité.

**AVIS DE PROROGATION DD DELAI
DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 36/2024/OTA/INDIR**

**Optimum Telecom Algérie SPA informe l'ensemble
des sociétés intéressées par l'Appel d'Offres National,
N° 36/2024/OTA/INDIR portant objet :**

**« SÉCURITÉ ET GARDIENNAGE
& TRANSPORT DE FOND DES SITES OTA »**

que la date de dépôt des offres prévue pour
18/09/2024 de 9h à 12h,
est prorogé jusqu'au **26/09/2024 de 9h à 12h,**
date limite de remise des offres.

- Les soumissionnaires sont conviés à assister à
l'ouverture des plis qui aura lieu le **26/09/2024 à 14h30**
à l'adresse ci-après : **Lot N°37/04, Dar El Beida, Alger.**
- Les soumissions qui parviendront après la date et
heure limite de dépôt des plis ne seront pas prises
en considération.

**Adresse : Route de Wilaya, Lot n° 37/4,
Dar El-Beida, Alger.**

Optimum Telecom Algérie s.p.a.
Siège social: Route de Wilaya, Lot n° 37/4, Dar El Beida - Cap ital social: 164 002 000 000,0 0 DZD.
Tél. : +213 770 85 0 0 00 - Fax : +213 770 85 70 85 - Email: contact@djeczy.dz
www.djeczy.dz



ANEP N° 2416029539 Le Quotidien d'Oran 19/09/2024

RÉPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de la ville
Direction des Equipements Publics
de la Wilaya de Aïn Témouchent.
N° D'Immatriculation Fiscal (DEP) :000146019005648

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément à la loi N°23/12 du 05/08/2023, fixant les règlements générales,
relative aux marchés publics, la Direction des équipements publics de la Wilaya de
Ain Témouchent informe les soumissionnaires concernés par la l'avis de consultation
N°05/DEP/AT/2024 parue dans les quotidiens nationaux «Le Quotidien d'Oran» en
date du 08/07/2024 et «الحياة» en date du 03/07/2024 relatif à la:

**Réalisation d'un groupe scolaire type « A » à Tafraout El Hamri commune de Ouhaca
El Ghraba Ain Temouchent.**

**Tranche ferme : Bloc pédagogique, bloc sanitaire, un bloc administration & logement
de fonction type F4 et VRD + terrain de jeux.**

Tranche conditionnelle 01 : Cantine scolaire type 200R.

Tranche conditionnelle 02 : Chauffage central+ bache à eau +local technique.

Que cet avis d'appel d'offre est déclaré infructueux pour le motif suivant : **La Seule
offre déposée n'est pas éligible.**

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance de leurs résultats
peuvent se rapprocher du service des marchés publics de la D.E.P au plus tard (03) jours à
compter de la 1^{er} parution du présent avis dans les quotidiens nationaux au le BOMOP, est
cela conformément à l'article 82 alinéa 03 de décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015
portant la réglementation des marchés publics et délégations de service public.

Les soumissionnaires qui contestent ce résultat, peuvent introduire un recours dans
un délai de dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'infructuosité du
marché dans les quotidiens nationaux et au BOMOP, auprès de la commission des
marchés compétente conformément à l'article 46 de la loi N°23/12 du 05/08/2023 fixant
les règlements générales, relative aux marchés publics.

ANEP N° 2431011830 Le Quotidien d'Oran 19/09/2024



هيبروك للنقل البحري

HYPROC SHIPPING COMPANY s.p.a.
AS CAPITAL 06.10.100.000.000 DA

NIF N° : 0 999 3101 03689 77
Tél. : +213.41.82.15.15/16.16 Fax : +213.41.82.18.18

**Notice of National & International Call for Pre-qualification
N° 11/HYPROC SC/MO/2024**

**For constitution of short list of qualified shipyards for Drydocking and repair work on LPG vessels
of Hyproc Shipping Company fleet**

HYPROC Shipping Company, ZHUN USTO, BP 7200 Es-Seddikia 31025 -Oran- Algeria, launches an
National & International pre-qualification call N°11/HYPROC SC/MO/2024 to constitute a shortlist of qualified
shipyards for dry-docking of LPG Hyproc Shipping Company Spa fleet.

Candidates interested in this international call for prequalification can, as soon as it is published in **Baozem**,
two national dailies and Hyproc's SC website, obtain a copy of the prequalification specifications from the
Cellule Centrale des Marchés (CCME) sis à ZHUN USTO - BP 7200 Es-Seddikia- Oran 31025, Algérie,
against the payment of **100 Euros** (For the foreign shipyards) et **15.000,00 DA** (for the local shipyard), free
of any charges and letter of mandate.

The payment and/or the transfer must be made to the bank account of **HYPROC SHIPPING COMPANY**
domiciled with:

Banque Extérieure d'Algérie (B.E.A), AGENCE EL DJAMEL ORAN.

RIB : 002 00081 0812200036 49

SWIFT: BEXADZAL 081

Beneficiaire: HYPROC SHIPPING COMPANY.SPA

Interested Candidates can also, upon request, receive pre-qualification specifications (E-mail) at the
following address: **ccme@hyproc.dz.**

Candidate's applications have to be transmitted or handed in double sealed envelope to:

**Cellule Centrale des Marchés de l'Entreprise
HYPROC SHIPPING COMPANY
Zhun USTO - B.P, 7200 Es-Seddikia
ORAN 31025 - ALGERIA**

The external envelope shall be anonymous and contains only the following indications:

**Open National & International Call
for Pre-qualification
N° 11/HYPROC SC/MO/2024**

Candidate's application - Do Not Open

The deadline for submitting applications is fixed on **21/10/2024 at 14H30** and any offer received after the
closing date and time will be rejected.

Candidate's applications opening ceremony will be held on **22/10/2024 at 10H00.**

Candidate's applications reception dates will be considered according to the date of HYPROC's "B.O.G
(Bureau d'Ordre General)" stamped date.

If the deadline for submission of applications or the day of the opening ceremony corresponds to an Algerian
holiday, these dates will be postponed to the next working day.

Any application received after the receipt deadline will not be considered and will be rejected.

At the end of the processing of the applications offers from the sites on the basis of the requirements of the
specifications, the sites whose application offers are declared compliant will be included on the short list for
a period of five (05) years.

ANEP N° 2431011820 Le Quotidien d'Oran 19/09/2024

Dur réveil des pays d'Europe centrale et orientale en cas de frappe nucléaire russe

Par Medjdoub Hamed*

Que constate-t-on dans la guerre en Ukraine ? Le paradoxe de cette guerre est que chaque camp croit qu'il est dans son droit dans cette guerre : les Russes dans leur droit d'envahir, les Ukrainiens dans leur droit de repousser l'invasion russe. Si la Russie a opté pour envahir l'Ukraine, et lancé son « opération militaire spéciale », c'est aussi parce qu'il y a des causes précises à la fois « humaines » et « géostratégiques » ; et celles-ci sont essentielles parce qu'elles sont en rapport à son statut d'une des plus grandes puissances nucléaires du monde. L'Alliance atlantique Nord (OTAN), de son côté, a voulu étendre sa sphère d'influence jusqu'aux frontières de la Russie ; elle s'est étendue à la plupart des pays de l'ex-aire d'influence de l'Union soviétique devenue, après son éclatement, la Fédération de Russie.

Fortement convaincue dans son droit, et surtout que la plupart des pays de l'ex-aire soviétique ont rejoint l'Union européenne et l'OTAN, la Russie n'a trouvé rien à redire hormis de vagues promesses qu'on lui a faites, durant la période difficile qui a suivi la fin de l'URSS, en décembre 1991. Quant aux États-Unis et l'Europe, s'affermissant au fur et à mesure que les pays de l'Europe de l'Est se sont intégrés à l'Union européenne et à l'OTAN, ils n'ont pas pris en compte les promesses faites à la Russie et ont continué leur extension à l'est de l'Europe. Leurs succès successifs en Europe centrale et orientale les ont poussés dans cette voie jusqu'à ce que vient le tour de l'Ukraine d'intégrer l'aire occidentale.

Si la grande partie du peuple ukrainien a opté pour l'Occident, il demeure néanmoins que les peuples russophones, d'origine russe, des régions de l'est de l'Ukraine, ont refusé leur intégration à l'Union européenne et à l'OTAN ; ils ont préféré se séparer de l'État d'Ukraine et fonder leurs propres États. Après plusieurs années de crises et de lutte, ils ont, par référendums, rejoint, en 2022, la Russie ; leur rattachement à la Russie leur permettant de se protéger de la mainmise du pouvoir central de Kiev ; une situation qui s'est transformée en guerre. Que peut-on dire de cette guerre ? Force de dire qu'elle est réellement ahurissante. Pourquoi ? Si un pays, une nation, et en l'occurrence l'Ukraine, voit qu'une de ses régions veut quitter l'État national et cette région avance qu'elle ne se sent pas nationalement ukrainienne et, étant d'origine russe, veut fonder un État indépendant, logiquement l'État ukrainien peut combattre le séparatisme mais vient un moment, si la guerre prend de l'ampleur et qu'il n'arrive pas à ramener à la raison les États séparatistes, à accepter à la fin, la séparation.

Une guerre qui se terminera sans grands problèmes. La population du nouvel État ne sera que plus unie ; les États indépendants aussi. Mais le problème est l'immixtion des puissances étrangères. Et ces puissances étrangères sont essentiellement les États-Unis et l'Union européenne qui veulent « fonder » une Union européenne englobant progressivement tous les pays les pays d'Eurasie que sont l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kosovo, la Macédoine du Nord, la Moldavie, le Monténégro, l'Ouzbékistan, la Serbie et la Turquie, dont certains sont déjà membres.

Le problème de ces régions séparatistes d'Ukraine, c'est qu'elles sont adossées à la Fédération de Russie avec qui elles ont frontières. Et comme la Russie est une des deux plus grandes puissances nucléaires mondiales, avec les États-Unis, la guerre en Ukraine devient complexe pour la simple raison qu'elle prend sous sa protection ces régions séparatistes ; elles sont annexées à son territoire sur leur demande (référendums). On comprend alors les difficultés auxquelles font face l'Occident, principalement les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne ; ce qui explique la guerre depuis l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, par la Russie qui s'est transformée en guerre d'usure ; elle se trouve aujourd'hui réellement dans l'impasse. D'autant plus que tout ce qui peut résulter de la guerre en Ukraine pour la Russie influera sur la Chine ; se comprend la solidarité entre la Russie et la Chine, deux grands pays d'Asie qui s'érigent en puissances



adverses menaçant le leadership et l'hégémonie de l'Occident sur le monde. Sur un plan historique général, on peut dire, qu'au-delà des intérêts des unes et des autres grandes puissances, cette nouvelle phase de l'histoire relève d'un processus naturel de la marche du monde dans son évolution. Qu'aujourd'hui, la Russie envahisse l'Ukraine est une donnée qui entre dans la marche de l'histoire de l'humanité ; l'invasion de l'Ukraine n'a été qu'un concours de circonstances historiques.

Ne prenant que l'arme nucléaire qui a été découverte en 1945, si on regarde les événements historiques qui ont suivi depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on constaterait que l'invasion de l'Ukraine en 2022 n'a pas surgi ex nihilo, mais que des causes précises l'ont fait surgir.

Dire que c'est le Président Vladimir Poutine qui a déclenché l'invasion de l'Ukraine, c'est ne pas comprendre les forces de l'histoire. Le président russe Poutine n'est qu'un homme, il ne peut déclencher l'invasion de l'Ukraine que si tous les éléments du processus historique sont en place et commandent l'invasion. En clair, le président russe n'a fait que déclencher ce qui était en puissance dans l'histoire. Pour bien comprendre le puzzle de l'histoire si, par exemple, l'arme nucléaire n'avait pas existé, il ne pouvait ni n'y aurait d'invasion, et donc n'aurait pas existé d'opération militaire spéciale russe (SVO), ni révolution Maïdan, ni crise au Donbass.

Nous ne devons pas perdre de vue que la découverte de l'arme nucléaire a permis 79 ans de paix entre les puissances ; sans l'arme nucléaire, les guerres entre les grandes puissances n'auraient pas cessé ; c'est dire l'importance de la nouvelle ère qui s'est mise en place depuis 1945. La nouvelle « ère nucléaire » interdit les guerres entre les grandes puissances ; pour régler leur compte dans leurs aspirations de domination, l'arme nucléaire ne leur permet que des « guerres par procuration ». Et c'est le cas pour l'Ukraine, une guerre par procuration contre la Russie. Malgré les menaces proférées par la Russie de recourir à l'arme nucléaire, il ne peut y avoir de guerre nucléaire entre les puissances. Pourquoi ? Pour la simple raison que toutes les puissances auraient à perdre ; en moins d'une heure, si une guerre nucléaire se généralise, et chaque camp lance, par exemple, une centaine de missiles nucléaires à moyenne portée et intercontinentaux, ce n'est pas 50 ou 60 millions d'êtres humains qui ont été tués au cours de la Deuxième Guerre mondiale, c'est probablement 500 millions et plus qui disparaîtront de la Terre.

En quelques heures ou quelques jours, c'est 1 ou 2 milliards d'êtres humains qui disparaîtront et non en 6 ans, comme cela s'est passé entre 1939-1945. Plus de capitales, plus de grandes villes occidentales, russes, chinoises, indiennes, pakistanaïses, coréennes, israéliennes...

On comprend pourquoi l'Occident est « prudent » ; il « aide » l'Ukraine mais tout en mesurant ses actes ; ne pas aller au suicide planétaire pour l'Ukraine.

Dans toutes les décisions prises en Europe et aux États-Unis, en cas de menace de guerre nucléaire, ce n'est pas l'Alliance atlantique Nord (OTAN) qui décidera, ce sont les États-Unis et non les pays d'Europe qui n'ont pas la puissance des États-Unis ; ils sont la seule puissance

nucléaire mondiale pratiquement à parité avec la puissance nucléaire de la Russie. La France et le Royaume-Uni sont certes des puissances nucléaires, mais ne pèseront pas face à la Russie ; en cas de guerre nucléaire, ne prenant en compte tenu que leurs territoires, entre 240.000 et 550 000 km² contre 17 millions de km² pour la Russie, ils seront rapidement saturés par le feu nucléaire russe.

Quant aux arsenaux nucléaires de la France et du Royaume-Uni avec la Russie, il n'y a pas de comparaison ; 200 ou 300 têtes nucléaires contre environ 5.000 têtes pour la Russie, et encore il faut préciser « déclarées ». En 1986, l'URSS avait 40.159 têtes nucléaires contre 23.317 têtes nucléaires pour les États-Unis. (<https://fr.statista.com/statistiques/565184/nombre-de-tetes-nucleaires-dans-le-monde-en/>) Si l'Occident, toujours mené par la première puissance mondiale, les États-Unis, sur le plan historique, a toujours mené des guerres au Vietnam, en Corée, en Irak, en Syrie, en Afghanistan, la liste est longue, pour ses visées de domination, toutes ces guerres se sont terminées pratiquement par des échecs et des défaites.

La situation est-elle différente aujourd'hui ? Force de dire que l'esprit de domination des États-Unis n'a pas cessé, conforté aussi par ses alliés, l'Union européenne surtout, on peut se poser, compte tenu que la guerre s'est transformée en guerre d'usure, la question : « Qu'advient-il de cette guerre qui a assez duré ? Plus de deux ans et demi, la guerre en Ukraine est dans l'impasse. On ne voit toujours pas d'issue à la guerre ; il est peu probable qu'elle va durer ; on peut même dire qu'elle s'essouffle ; l'opération à Koursk dans le territoire russe n'est en fait qu'une diversion ; l'Ukraine ne pourrait pas tenir longtemps malgré l'aide en armements que lui fournit l'Occident.

Quant au recours à l'arme nucléaire par la Russie, il constitue toujours une menace réelle. Et il faut le préciser, si une guerre nucléaire éclate, elle sera très localisée ; ce ne sera pas une guerre nucléaire touchant directement les puissances nucléaires, mais les pays qui ne disposent d'armes nucléaires, et il faut encore le préciser, l'Alliance atlantique ne bougera pas ; les États-Unis, après une ou des frappes nucléaires sur l'Ukraine ou sur un pays de l'OTAN, ordonneront tout simplement la fin de la guerre. Pourquoi ?

Non pas parce qu'ils ne peuvent pas riposter, mais parce que les États-Unis, y compris les puissances nucléaires européennes, la France et le Royaume-Uni, savent que s'ils ripostent par des armes nucléaires contre la Russie, alors que la Russie n'a attaqué qu'un pays de l'OTAN qui ne dispose pas d'armes nucléaires, par exemple, la Pologne, l'Allemagne, l'Ukraine qui n'est pas membre de l'OTAN, dès lors, la guerre passe à un « stade global ». La Russie, alors, frappera les puissances nucléaires occidentales, c'est-à-dire les États-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Ce qui n'est qu'une juste mesure pour la Russie qui est attaquée par des pays dotés d'armes nucléaires. Ce que ne voudront, en aucun cas les États-Unis, le Royaume-Uni et la France qui étaient éloignés du conflit et se trouvent embarqués dans le conflit mais dans le contexte d'une « Troisième Guerre mondiale ».

Aussi, par le danger d'être embarqués dans

une guerre nucléaire qui peut se transformer en « Troisième Guerre mondiale », ni les États-Unis ni le Royaume-Uni ni la France n'accepteront de s'engager de prendre fait et cause pour un pays de l'OTAN, attaqué par une frappe nucléaire russe. Certes, ils aideront matériellement, diplomatiquement le pays attaqué de l'OTAN, mais en aucun cas ne passeront à une riposte nucléaire puisque « leurs territoires n'ont pas été attaqués. »

Les trois puissances nucléaires occidentales, dont en premier le pays le plus puissant, les États-Unis, chercheront à raccommoder les relations avec la Russie et imposeront la fin de la guerre en Ukraine ; le pouvoir de Kiev lui-même se trouvant horrifié par l'attaque nucléaire russe, demandera la fin de la guerre.

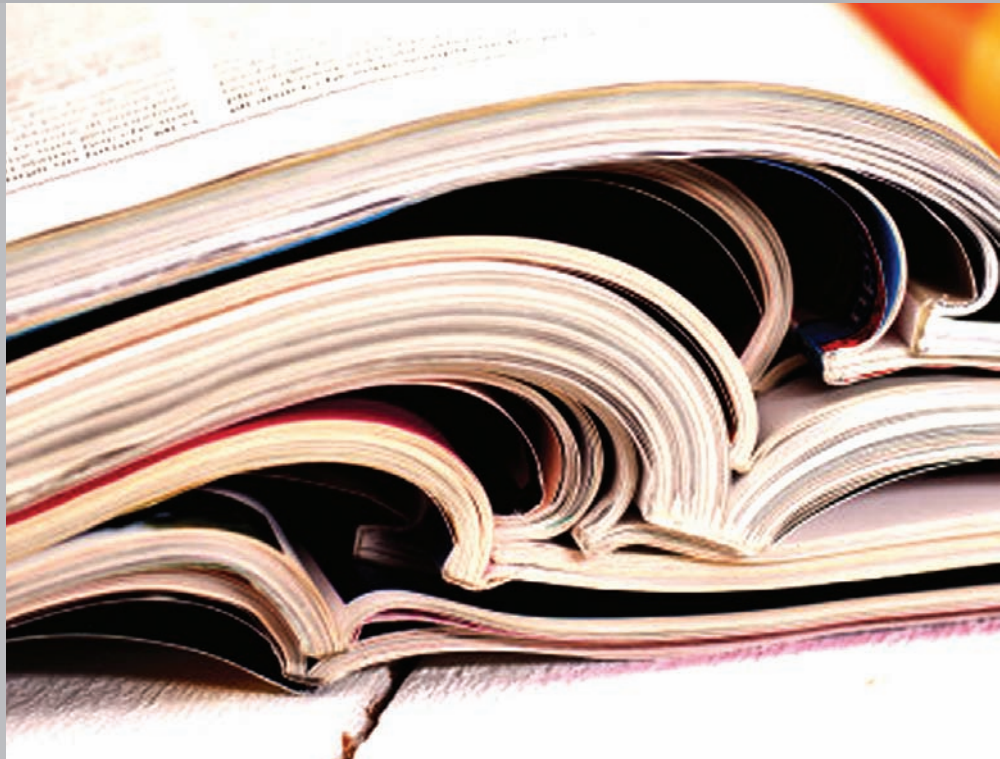
Tant l'Ukraine que les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), ex-pays de la sphère de l'Union soviétique que l'Allemagne, si elle venait à être touchée par une frappe nucléaire russe, comprendront que l'Alliance atlantique Nord et donc le bras armé de l'Occident ne les protège en aucune façon, en cas d'attaque nucléaire par le camp adverse.

Leur protection par l'OTAN ne reste que sur papier ; or, dans le contexte de guerre avec l'Ukraine qui n'est pas membre de l'OTAN, en cas d'immixtion de pays tiers et même faisant partie de l'OTAN, force de dire qu'ils ne sont pas protégés par les arsenaux nucléaires que dispose l'Alliance. Les trois puissances nucléaires occidentales n'accepteront, en aucun cas, de se trouver entraînés dans une guerre nucléaire, en particulier, avec une grande puissance nucléaire qu'est la Russie. Les conséquences risquent d'être extrêmement graves ; de quelques milliers de tués de part et d'autre en une heure, ce sont des centaines de milliers, voire des millions d'êtres humains qui seront tués en quelques heures. Une telle hécatombe est inacceptable pour les États-Unis, la France et le Royaume-Uni pour le seul conflit russo-ukrainien, alors qu'ils ne sont même pas parties prenantes, aidant simplement l'Ukraine.

Que précisément, il faut le souligner, les trois puissances nucléaires occidentales ont tout fait pour « dégénérer » le conflit, par leur ambition de domination. Aussi comprend-on qu'une guerre nucléaire est impossible avec la Russie. L'Occident sera obligé de mettre fin à la guerre en Ukraine et les régions de l'Est de l'Ukraine annexées par la Russie sur référendums de leurs populations appartiendront définitivement à la Russie.

Cette guerre, cependant, montrera aux pays d'Europe centrale et orientale qui font partie de l'OTAN, les limites de l'Alliance atlantique ; ils comprendront qu'en cas de frappe nucléaire sur leurs territoires par le camp adverse, ils ne seront pas protégés et ne peuvent être protégés ; donc, ils ne devront pas suivre aveuglément l'OTAN ; ils comprendront aussi que c'est dans leur intérêt, et que les ambitions de ceux qui décident en Occident, principalement les États-Unis, ne les servent pas. Ce sera certes un dur réveil pour les PECO, mais la marche de l'histoire de l'humanité qu'ils ne commandent pas est ainsi ; ces pays n'ont pas anticipé les conséquences de la guerre qui a sévi en Ukraine ; aujourd'hui, après plus de deux ans et demi, elle est dans l'impasse.

* Chercheur



médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

LA PRESSE... DANS LA PEAU

ciaux aux contenus relevant surtout du règlement de comptes individuel et/ou groupal, réagisse. Et, c'est tout à l'honneur de cette encore jeune équipe de relever le défi d'une parution continue et régulière. Pour peu que des quantum publicitaires lui soient accordé par les grandes entreprises à la recherche de marchés nationaux et internationaux, ceci ne pouvant pas croître sans développement de l'image de marque (la publicité institutionnelle allant surtout aux quotidiens et la commerciale allant aux télé «fourre-tout»). Et, aussi, avec le soutien d'un lectorat fidèle, soucieux d'être bien informé.

Les Auteurs (Journalistes des N°s 1 et 2, juillet, et août-septembre 2024) : Hassan Moali (directeur de publication/gérant), Abdelkrim Ghezali, Nourredine Khelassi et Omar Ouali (comité éditorial), etc. Tous journalistes professionnels à l'expérience confirmée. Plusieurs décennies d'exercice au sein de rédactions nationales avec les hauts et les bas désormais bien répertoriés de l'«aventure intellectuelle médiatique» nationale.

Extraits : «L'emploi du narratif de la «communauté internationale», donc occidental risque de nous coûter notre profondeur stratégique, à très court terme, et l'Afrique, aux moyens et long termes. La position géopolitique de l'Algérie et des pays du Maghreb constitue une zone de liaison, voire une zone tampon, entre l'Europe et l'Afrique, notre politique au Nord ne doit pas

interférer sur nos intérêts au Sud» (Mohamed Saïd Benazzouz, *Dr en Sciences politiques et expert des questions géopolitiques. Focus* in n°2, p59).

Avis Des premiers numéros d'exception qui viennent (re-) donner de la couleur, de la consistance et aussi du «peps» au créneau «magazines» (avec un gros et bon lot de commentaires et d'informations) au paysage médiatique national jusqu'ici en grand «état de manque».

Citations : «Le Rn, ce «fils» de la France» (Nourredine Khelassi, *décryptage* © Magazine Visions d'Algérie, in n°1, juillet 2024, p 59), «Il y a une sorte d'idéalisation du partenariat avec la Russie dans l'imaginaire des élites algériennes» (Tewfik Hamel, chercheur et docteur en histoire militaire et études de défense. Entretien n°1, extrait, p 11), «Par son ampleur et les dégâts qu'elle a causés à l'ennemi, l'insurrection du 20 août 1955 a été un Premier Novembre bis» (Abdelkrim Ghezali, journaliste, n°2, p 25), «Je suis une femme forte avec des pouvoirs spéciaux.

Depuis le ring, j'ai envoyé un message à ceux qui étaient contre moi (...). La réponse a toujours été sur le ring» (Imane Khelif citée in n°2, p 79), «Les victoires de Khelifet et de Nemour, lors des JO de Paris, envoient également un message d'espoir aux jeunes filles algériennes les incitant à poursuivre leurs rêves malgré les obstacles qu'elles pourraient rencontrer» (Ali Chebli, in n°2, p 79).

L'Auteur : Né dans les années 50 à Aït Abdelmoumen (Djurdjura). Journaliste professionnel et écrivain (déjà plusieurs ouvrages, des romans) tourné surtout vers le monde de l'imaginaire et de la fiction et s'intéressant aussi bien aux sujets de société qu'aux récits de divertissement.

Extrait : «La science est une lame à double tranchant. Quand elle est utilisée à bon escient, elle peut être mise au service de l'humanité, mais si elle tombe entre des mains mal intentionnées, ses effets destructeurs deviennent dévastateurs» (p 133).

Avis Un genre qui manque énormément au paysage éditorial algérien

Un jour ou l'autre

Par Salim Metref

Un ami me disait récemment qu'il ne comprenait pas l'intérêt grandissant que je manifestais pour l'actualité internationale au détriment, selon lui, de l'actualité algérienne qui est d'une densité extrême.

Je lui répondis que ce n'était pas toujours le cas mais qu'il est vrai que cette posture, si c'en est une, me convient parfaitement et m'évite, en tous les cas, les désagréments possibles qu'engendre parfois l'analyse, lorsqu'elle est objective et sans concessions, de l'actualité nationale. Je lui répondis aussi qu'en la matière et à force de lire et de relire le contenu de mes commentaires, je finis par apprendre à les amputer d'éléments sémantiques que je jugeais «subversifs» et à éviter. Je finis donc par m'intéresser aux autres. Oui aux autres qui ne sont pourtant pas des «miens» mais qui ne m'ennuient jamais. Contrairement à mes «proches» qui m'ont déjà expliqué et à maintes reprises, par le passé et à leur manière, de ne plus «écrire n'importe quoi». Alors en usant des mêmes précautions, j'essaie de comprendre cette séquence électorale que nous venons de vivre en Algérie, le cafouillage qui a eu lieu durant l'annonce des résultats qui en sont issus et surtout ce phénomène redondant de désertion d'une partie importante de la population algérienne qui d'élections en élections choisit de rester chez elle.

A l'origine, deux séquences, me semble-t-il, ont catalysé ce phénomène. Elles sont aussi importantes que d'autres qui sont également devenues des marqueurs de l'Algérie post indépendance. La séquence tragique communément appelée «décennie noire» et celle du mouvement populaire connu sous le nom de «hirak». Si la première a drainé dans son sillage son lot de drames, de tragédies et de divisions, la seconde s'est déployée pacifiquement, exhibant à la face du monde l'image d'une Algérie une et indivisible, solidaire et refusant la camisole mortifère du statu quo et qui a suscité, par son caractère bon enfant, l'adhésion et la sympathie de l'opinion internationale.

Le socle commun sur lequel ces deux séquences ont pu, hélas, se construire et se déployer, au moment où personne ne les voyait venir a été, malheureusement et il faut bien le dire, celui de l'arbitraire érigé en mode de gouvernance et cette propension malsaine à taire, y compris en infligeant, les exactions les plus dures aux voix et opinions jugées discordantes.

Ces dernières années, il faut le dire aussi, des efforts réels ont été déployés pour remettre sur de bons rails une Algérie sortie brisée de toutes ces épreuves, malmenée, dans un contexte d'afflux considérable de ressources financières, par une gestion hasardeuse ou la dilapidation de la richesse nationale et son corollaire l'appauvrissement forcé des classes populaires et l'effondrement de la classe moyenne est devenue un véritable leitmotiv.

L'assainissement de l'économie a été entamé et a révélé l'importance des forces de la résistance qui ne juraient que par la «vitalité» du levier de l'importation et de ses dramatiques conséquences comme l'hémorragie, la dilapidation, le gaspillage et l'épuisement de nos ressources en monnaies convertibles. Les résultats n'ont pas toujours été ceux escomptés même si la volonté d'éradiquer la pauvreté grandissante surtout de l'Algérie profonde a existé au cours de ces dernières années ainsi qu'un effort destiné à contenir l'éradication continue du pouvoir d'achat de millions d'Algériens.

La multiplication des points de tension, certains au bord de la rupture, aux frontières de l'Algérie a rendu indispensable et plus que jamais d'actualité, l'impératif du développement et de la montée en puissance d'une armée qui doit garantir aussi bien la sécurité nationale, dans toutes ses dimensions, qu'assurer la sécurité d'un territoire devenu le plus grand d'Afrique. La nécessité d'une économie prospère et d'une armée puissante est une ambition saine devenue incontournable dans un monde bouleversé par la refondation des rapports de forces qui ne laisse aucune place ni aucun répit aux plus faibles et aux plus démunis.

Il est vrai que l'histoire humaine «bégaie», nous enseigne et nous révèle que la misère sociale, la déliquescence économique et le non-droit ont toujours permis l'existence des pires dictatures mais ont enfanté aussi les mouvements révolutionnaires les plus audacieux et ce comme l'expliquent souvent

les théoriciens de la révolution permanente qui misent sur l'existence indispensable d'une conscience politique aigüe et d'une culture importante, au sein des classes les plus populaires. Ne dit-on pas aussi, il est vrai, que parfois le greffon démocratique est rejeté par un corps social rongé par la corruption et dévasté par la grande pauvreté (qui constituent souvent les deux faces d'une même médaille) et freiné aussi par un puissant appareil bureaucratique rompu aux manœuvres permettant le non changement et générant toujours un sentiment de frustration et de désespoir même chez les plus audacieux et les plus optimistes.

Ce décor planté, quelle explication conférer à ce refus pacifique opposé par des millions d'Algériens à toute participation à un processus électoral et comment comprendre cette situation de repli sur soi de personnes, et c'est la chose la plus dangereuse car potentiellement candidates à d'autres «alternatives», qui ne se sentent plus concernées et pire sont en franche rupture avec ce sentiment d'appartenance à un peuple et à un pays. «Circuler y'a rien à voir» ne doit, en aucun cas, pas être la posture idéale à adopter ni celle aussi de «faire le dos rond» en attendant que le vent se calme et que s'installe de nouveau le silence. Le silence, c'est comme celui des cimetières. C'est souvent la colère rangée à plus tard et c'est toujours le feu qui couve sous les cendres.

La prospérité est nécessaire et indispensable et doit être à l'image d'un pays aussi riche et immense que l'Algérie. La prospérité doit être pour tous par l'impératif de son partage équitable pour que tous les Algériens et Algériennes en profitent et exclusivement. Cette prospérité sera bâtie grâce au levier de l'économie puissante mais aussi par l'assèchement définitif des canaux de la dilapidation de la richesse nationale. Cette prospérité partagée sera, aussi, consolidée par l'éradication du non-droit et par la protection de la loi. Les défis sécuritaires sont réels et seront, à court et moyen termes, très importants. Des parties n'aimant l'Algérie que saignante y travaillent avec acharnement et sans relâche. Il faut admettre cette réalité dans un monde au bord de la déflagration globale et s'y préparer en favorisant, sans hésiter la montée en puissance d'une armée garante de la sécurité nationale. Mais cette rupture d'une importante partie de la population algérienne avec la politique comme cadre légal et pacifique d'expression des idées et de combat légitime pour l'accession et l'alternance politique au pouvoir, doit rester une préoccupation permanente qui nécessite en urgence que le débat national soit installé, sur toutes les questions d'intérêt commun qui doivent être enrichies par la contribution de toutes et de tous, notamment celles qui engagent l'avenir des plus jeunes et des générations futures. Ce débat national, conduit par un peuple qui a démontré récemment encore, son attachement à la paix civile et à l'unité nationale, est nécessaire et permettra de renouer avec le dialogue, d'apaiser les colères, de consolider le sentiment d'appartenance, à ce pays de légende et surtout de réconcilier de façon définitive ces Algériens absents de tout processus électoral avec la politique et la participation. Plus que jamais l'ouverture de tous les médias aux débats est nécessaire, tout comme l'ouverture pure et simple du champ politique. Pourquoi continuer de priver l'Algérie de l'apport d'une élite algérienne, y compris politique, qui ne souhaite que proposer des idées pour faire avancer ce pays.

Si la contribution des Algériens établis à l'étranger, notamment celle de son segment patriotique, est nécessaire et doit, comme le font actuellement les pouvoirs publics, être encouragée, le retour au pays de ceux qui pour diverses raisons ont choisi le chemin de l'exil est à envisager et à réaliser. Il y a des moments dans l'histoire d'un pays, comme l'apparition de points de bascule comme la nécessité d'un front interne qu'il faut consolider face aux défis multiples qui s'annoncent ou la promulgation d'une amnistie politique générale est nécessaire et souhaitable.

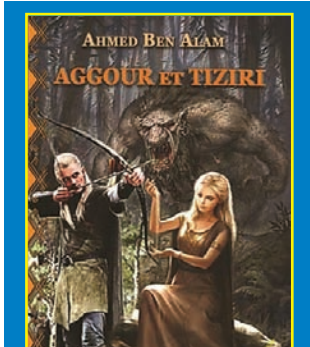
Oui, beaucoup de ces Algériens qui ont préféré rester chez eux le jour de l'élection veulent juste vivre libres et heureux dans ce pays qui leur est cher. Et souvent, ils n'ont en pas d'autre de rechange. Et comme disait l'autre, entre être libre d'exprimer une opinion différente et d'être contre et être libre de dilapider les richesses d'un pays, le délit et le crime sont vite démasqués.



VISIONS D'ALGERIE.
Magazine bimensuel
(en français). Sarl Up Prod,
Alger 2024, 66 pages,
300 dinars

La parution du premier numéro coïncide avec la célébration du 62^{ème} anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie. Quoi de plus symbolique et quoi de plus beau pour emprunter à son directeur de publication et gérant. On a donc un premier numéro dont le contenu «colle» presque parfaitement à l'esprit de novembre. Sans tomber dans le nationalisme sourcilieux. Sans exclure le travail de recherche, de rédaction et de commentaire de qualité permettant aux lecteurs de «faire le point» tant sur des questions nationales qu'internationales. Politiques, économiques, culturelles, sportives. Chaque 15 jours.

Il était temps que le paysage médiatique national, depuis deux décennies bousculé par les télé «fourre-tout» et expéditives puis par des réseaux so-



AGGOUR ET TIZIRI.
Roman inspiré de contes et légendes de Ahmed Ben Alam (et illustrations combinées par Ahmed Nekkar). Editions identité (Tizirgin Tamagit), Tamda Centre/Tizi Ouzou 2022, 190 pages, 650 dinars.

128.000 abonnés de Sonelgaz Es-Sénia en défaut de paiement 1.177 millions de dinars de dettes impayées



J. Boukraa

Malgré les nombreuses campagnes de sensibilisation et les rappels répétés, certains abonnés de Sonelgaz persistent à ignorer leurs obligations en matière de règlement des factures d'énergie. Cette situation touche plus de 128.000 abonnés de la direction de distribution de gaz et d'électricité Es-Sénia, a indiqué la chargée de communication Mme Fellahi Fatima. Une situation qui place l'entreprise dans une position financière délicate, alors qu'elle s'efforce de maintenir la continuité du service public dans un contexte économique déjà tendu.

La chargée de communication de Sonelgaz a révélé que les dettes impayées des clients atteignent désormais la somme colossale de 1.177 millions de dinars algériens. Cette accumulation représente un véritable fardeau pour l'entreprise, qui dépend de ces paiements pour assurer l'entretien, le développement et la modernisation des infrastructures énergétiques.

Ces infrastructures sont non seulement vitales pour la vie quotidienne des citoyens, mais également essentielles pour la stabilité du réseau national d'électricité et de gaz. Face à cette situation, Sonelgaz redouble d'efforts pour encourager ses abonnés à régulariser leurs dettes. « L'entreprise a mis en place une vaste campagne de recouvrement,

incitant ses clients à faire preuve de civisme et à respecter leurs engagements financiers. Des moyens de paiement divers et accessibles ont été déployés pour faciliter le règlement des factures : en agence, en ligne via le site web de Sonelgaz, dans les bureaux de poste, ou encore par paiement électronique à l'aide de cartes bancaires.

Les abonnés peuvent aussi bénéficier de l'échelonnement de leurs dettes. Toutes ces options visent à simplifier l'acte de paiement et à éviter l'aggravation des dettes accumulées », a précisé Mme Fellahi. « Pour ceux qui souhaitent consulter leurs factures ou obtenir des informations supplémentaires, Sonelgaz a mis en place un service en ligne accessible 24 heures sur 24, ainsi qu'un centre d'appel disponible au numéro 3303. L'entreprise reste à l'écoute de ses abonnés et continue de faire tout son possible pour garantir un accès fiable et sécurisé à l'électricité et au gaz, tout en luttant contre les pratiques illicites qui mettent en danger la sécurité publique et la stabilité financière de l'entreprise », a-t-elle ajouté.

Sonelgaz rappelle à ses clients que le règlement des factures n'est pas seulement une obligation légale, mais aussi un acte de solidarité et de responsabilité citoyenne. En payant leurs factures à temps, les abonnés contribuent au bon fonctionnement du réseau d'énergie, à l'entretien des infrastructures et à la

pérennité d'un service public dont dépendent des millions de foyers et d'entreprises à travers le pays. Pour rappel, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire, la direction de distribution de Sonelgaz à Es-Sénia a finalisé des travaux d'alimentation en électricité et en gaz naturel pour dix nouveaux établissements scolaires répartis dans plusieurs communes de la wilaya d'Oran, notamment à Ben Fréha, Tafraoui, El Karma, Bethioua, Messerghine et Chehairia.

Cette opération, coordonnée avec la direction de l'Éducation de la wilaya et les autorités locales, vise à équiper les établissements nouvellement construits dans des quartiers tels que les logements AADL et OPGI. Les travaux ont permis de raccorder plusieurs écoles dans les quartiers des 1.000 logements de Bethioua, des 114 logements de Tafraoui, ainsi que des 301 logements d'El Kerma.

En plus, un nouveau lycée dans le pôle urbain Chahid Ahmed Zabana de Messerghine et deux centres de formation professionnelle à Sidi Chahmi et Ain El Beïda ont été connectés au réseau énergétique. La direction a également précisé que plus de 80 autres établissements scolaires sont désormais raccordés au gaz naturel. Depuis 2021, Sonelgaz Es-Sénia a raccordé plus de 135 établissements éducatifs, garantissant ainsi un cadre favorable à l'apprentissage.

Entreprises classées activant sans autorisation d'exploitation à Arzew Un délai de six mois pour régulariser leur situation

K. Assia

Un délai de 6 mois a été accordé aux entreprises classées activant dans le périmètre de la commune d'Arzew pour régulariser leur situation et ce conformément au décret exécutif n°022-167 du 19 avril 2022 définissant la réglementation applicable aux établissements classés pour la protection de l'environnement. Il s'agit de stations de lavage automobile et de graissage, des boulangeries industrielles, des menuiseries, des garages de mécanique, des forgerons, des boulangeries artisanales, des pâtisseries orientales, des dégraissages, des crémeries, des vulcanisateurs entre autres. Ainsi, un appel a été lancé par la commune d'Arzew à tous les industriels activant dans son périmètre et sans autorisation d'exploitation pour entreprise classée catégorie 4 de se rapprocher de la direction de l'environnement de la wilaya d'Oran soit du bureau d'hygiène communal d'Arzew, afin de se conformer à la loi et déclarer ainsi leur activité en application de la

réglementation en vigueur. Dans le cas contraire, les autorités locales procèdent à la fermeture temporaire de ces entreprises jusqu'à la régularisation de leur situation et un PV conforme aux entités classées sera ainsi élaboré.

En effet, certains travaux ou aménagements peuvent engendrer des risques de pollution ou de nuisances notamment pour la santé et la sécurité des citoyens. Ainsi et pour réglementer ces activités, l'État a imposé une loi via le décret du 19 avril 2022 pour l'obtention d'un permis ou d'une autorisation d'exploitation. Celle-ci est considérée comme un outil préventif pour la protection de l'environnement. Il doit être respecté et obtenu par toutes les industries dans le cadre du développement durable. Toutefois, le contrôle opéré par les services compétents a révélé de nombreuses anomalies de sorte que plusieurs industries ne se dotent pas de cette autorisation soit par méconnaissance, soit par négligence ce qui les expose à des sanctions sévères allant jusqu'à la fermeture.

Au niveau de la wilaya d'Oran, les gérants de garages de mécanique automobile sont interdits d'occuper les trottoirs pour la réparation des véhicules. Un arrêté de wilaya du 30 juin 2024 est entré en vigueur à travers tout le périmètre de la wilaya et toute infraction à la réglementation expose le gérant à des sanctions. Cette décision entre, selon des sources responsables, dans le cadre de la lutte contre l'occupation illicite de l'espace public notamment les trottoirs et surtout contre la détérioration de la chaussée et également l'atteinte à l'environnement. Dans ce registre, les autorités locales recommandent aux mécaniciens automobiles d'exercer à l'intérieur de leur local et d'éviter d'entreposer tout équipement à l'extérieur. Le but est également de lutter contre les conséquences déplorables que peut engendrer une telle activité, à l'exemple de la pollution.

Les services de la police sont appelés à intensifier le contrôle et s'assurer par là même si l'arrêté en question est respecté par les gérants de ces garages automobiles.

Pour récupérer de potentielles assiettes foncières Un plan intercommunal d'aménagement du groupement d'Oran

D. B.

Les services de la wilaya s'attèlent à l'achèvement, en vue de son adoption, du plan directeur intercommunal d'aménagement relatif au Grand Oran (Oran, Es-Sénia et Bir El Djir), indiquent les services de la wilaya, ajoutant que cet instrument d'urbanisme est destiné à identifier les poches foncières susceptibles d'abriter les futurs projets d'habitat toutes formules confondues. Les mêmes sources indiquent qu'un dossier allant dans cette optique sera établi et transmis aux services du Gouvernement. Par ailleurs, la wilaya d'Oran poursuit sa politique de rationalisation de la gestion du foncier à travers notamment les actions d'assainissement du foncier économique et son orientation vers de nouveaux projets et la récupération des terrains résultant des grandes opérations de démolition des bidonvilles et de l'habitat menaçant ruine.

A ce titre, pas moins de 40 ha de terrain ont été récupérés suite au relogement des habitants de Ras El Ain, ont annoncé des res-

pensables locaux en marge d'une session extraordinaire de l'Assemblée communale d'Oran qui s'est tenue dernièrement. Selon ces responsables, la superficie récupérée sera orientée vers des projets d'utilité publique en concertation avec les autorités de la wilaya. De nombreuses autres assiettes ont déjà été récupérées à travers les différentes communes ayant connu des opérations de relogement et transfert de population habitant des bidonvilles. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des mesures d'organisation urbaine et de préservation des terrains domaniaux qui a permis à ce jour la récupération d'importantes superficies foncières dont une partie a déjà servi à la réalisation des équipements publics.

Il faut savoir que la wilaya d'Oran souffre, depuis quelques années, d'une saturation foncière dans les zones urbaines, d'où la décision de mobiliser d'importantes réserves pour accueillir les nouveaux projets à l'extérieur des anciennes villes à travers notamment la création de nouveaux pôles urbains à l'est et à l'ouest.

En perspective de la saison hivernale Intensification des opérations de nettoyage des oueds

J. Boukraa

En prévision de la saison des pluies la direction des ressources hydriques de la wilaya d'Oran intensifie le nettoyage des oueds pour prévenir les inondations. En effet, en réponse aux instructions du wali de la wilaya d'Oran, M. Saïd Sayoud, visant à renforcer les mesures préventives contre les risques d'inondation, la direction des ressources hydriques d'Oran a lancé une vaste opération de nettoyage des oueds. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des actions anticipées destinées à préparer la wilaya aux risques liés aux intempéries, notamment à l'approche de la saison des pluies où les précipitations sont souvent imprévisibles. Le nettoyage des oueds est une mesure essentielle pour garantir une bonne gestion des eaux pluviales et éviter leur accumulation qui, en cas de fortes pluies, pourrait entraîner des débordements dangereux et des inondations.

Ces dernières années, plusieurs régions d'Algérie ont été confrontées à des épisodes d'inondations soudaines, causant des dégâts matériels importants et mettant en danger la sécurité des populations. C'est dans ce contexte que les autorités locales d'Oran ont décidé de prendre les devants. La campagne de nettoyage menée par la direction des ressources hydriques se concentre sur le curage et l'entretien des oueds et des canaux d'évacuation. Ces actions visent à éliminer les déchets, les débris et les sédiments qui se sont accumulés au fil du temps et qui peuvent obstruer les voies natu-

relles d'écoulement des eaux. Les déchets plastiques, les encombrants et les dépôts illégaux sont particulièrement problématiques, car ils bloquent les flux d'eau et augmentent les risques d'inondation en cas de précipitations soudaines. En plus de l'aspect technique du nettoyage, cette opération revêt un caractère préventif majeur.

En effet, les changements climatiques ont accentué l'apparition de phénomènes météorologiques imprévisibles et extrêmes, et les autorités de la wilaya d'Oran souhaitent s'assurer que la population sera à l'abri des conséquences de tels événements. En nettoyant les oueds et en veillant à leur bon fonctionnement, la wilaya espère réduire considérablement les risques pour les quartiers vulnérables, souvent les plus touchés par les inondations. M. Saïd Sayoud, dans ses directives, a insisté sur l'importance d'une vigilance accrue et d'un suivi rigoureux des travaux sur le terrain. Les équipes de la direction des ressources hydriques sont ainsi mobilisées sur plusieurs fronts pour garantir la fluidité des eaux et prévenir toute obstruction susceptible de provoquer des débordements. En parallèle, des campagnes de sensibilisation à destination des citoyens sont également prévues, afin de les encourager à ne pas jeter de déchets dans les oueds et à respecter l'environnement.

L'abandon de déchets dans les oueds ou les caniveaux est un facteur aggravant, qui peut rapidement transformer une simple averse en catastrophe.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Kessairi Meriem Amina, 58 ans, St Eugène
Belghasem AEK, 57 ans, Oran
Ouadi Houaria, 91 ans, Maraval
Meftari Mama, 33 ans, Coca

Horaires des prières pour Oran et ses environs

15 rabie el ouel 1446				
El Fedjr 05h17	Dohr 12h59	Assar 16h33	Maghreb 19h19	Icha 20h37



Béchar

Une vingtaine d'écoles primaires nettoyées après les inondations



Une opération de nettoyage d'une vingtaine d'écoles primaires complètement inondées suites aux récentes intempéries ayant affecté la région, est en cours à travers la commune de Béchar, à l'initiative du groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica) et l'opérateur téléphonique public Mobilis, a-t-on constaté. A la suite des constatations faites sur l'inondation de ces écoles primaires (clas-

ses, bureaux et servitudes), cette opération a été lancée sur instructions de la direction générale de Gica, à travers la mobilisation de moyens humains et logistiques importants, et ce dans le but d'assurer aux élèves une rentrée scolaire 2024/2025 dans de bonnes conditions d'accueil, a affirmé le directeur-général de la cimenterie «Saoura» (Filiale de Gica), Lounis Bouchane. En plus de cette contribution du

groupe Gica, la cimenterie «Saoura» a mis à la disposition des habitants de plusieurs zones urbaines de Béchar des citernes d'eau potable, a-t-il signalé. De son côté, l'opérateur téléphonique public Mobilis a pris en charge le nettoyage de plusieurs écoles primaires impactées par les inondations pour permettre une rentrée scolaire normale, ont fait savoir des responsables locaux de l'opérateur téléphonique.

El Bayadh

Plus de 8.000 foyers raccordés au réseau électrique

Une opération de raccordement de plus de 8.000 foyers au réseau électrique a été lancée, dernièrement dans la wilaya d'El Bayadh, à travers différentes régions de la wilaya, selon un communiqué de la société de distribution de l'électricité et du gaz.

Conformément à l'extension urbaine que connaissent les communes de la wilaya, notamment le chef-lieu de wilaya et dans le cadre des efforts de l'Etat pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens, une opération de développement a été lancée, dernièrement, pour

une enveloppe financière de plus de 740 millions DA, ciblant le raccordement de plus de 8.200 foyers au réseau électrique.

Tous les moyens humains et matériels pour le raccordement des lotissements et des extensions urbaines à l'énergie électrique ont été mobilisés, sachant que les travaux de raccordement de plus de 5.200 foyers sont en cours à travers les communes de Brizina, Bougtob, Kef Lahmar, Boussemghoun, Chellala et Labiod Sidi Cheikh, selon la même source, qui a indiqué que l'opération enregist-

re un état d'avancement de 80 pc. Au chef-lieu de wilaya, des travaux similaires de raccordement de lotissements et d'extensions immobilières à ce réseau vital sont en cours, notamment le raccordement de deux extensions à Haï Ouled Yahia, qui a été achevé, et ce pour plus de 280 foyers raccordés à l'électricité.

A noter que l'opération est en cours à un rythme accéléré pour le raccordement de six extensions, dont le taux d'avancement des travaux varie entre 50 et 90 pc, a-t-on indiqué de même source.

Relizane

Une centaine de postes de formation pour les femmes au foyer et rurales

Pas moins de 95 postes de formation dédiés principalement aux femmes au foyer et rurales sont réservés dans la wilaya de Relizane dans différents établissements de formation professionnelle et d'apprentissage, en prévision de la session d'octobre 2024, a-t-on appris, mardi, de la direction de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels.

Le chargé d'information de cette direction, Ahmed Moufli, a souligné que ces offres de formation sont introduites pour la femme au foyer, dans le cadre de la stratégie du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels pour

offrir à cette catégorie, notamment celles résidant en milieu rural et les zones éloignées, des opportunités de la formation. Ce type de formation vise à réhabiliter la catégorie des femmes au foyer, afin de leur permettre d'acquérir des compétences professionnelles dans des spécialités directement liées à leurs besoins familiaux et sociaux, dans le but de les intégrer dans le monde du travail.

Ces offres de formation pour cette catégorie - pour lesquelles les inscriptions sont toujours en cours - sont divisées en de nombreuses spécialités liées aux intérêts des femmes aux foyers et en milieu ru-

ral et à leur relation avec le monde du travail, à l'instar de la couture de vêtements, la coiffure, la fabrication de gâteaux et les métiers traditionnels. A noter que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Relizane a réservé plus de 1.289 places pour la session d'octobre prochain, répartis sur 74 spécialités. Le secteur dispose de 26 établissements de formation d'une capacité d'accueil de 6.200 places pédagogiques, dont trois instituts spécialisés et un centre régional pour les personnes aux besoins spécifiques, indique-t-on à la direction du secteur.

Nâama

Un mort et 5 blessés dans un accident de la route

Une personne a trouvé la mort et cinq autres ont été blessées à divers niveaux de gravité, dans un accident de la circulation, survenu mardi dans la commune d'El-Biod (wilaya de Nâama), a-t-on appris des services de la Protection civile.

La même source a précisé que l'accident s'est produit au niveau de la route nationale 6 (RN6), plus précisément sur le tronçon reliant les communes d'El-Biod et Bougtob,

dans la wilaya d'El-Bayadh, au lieu-dit «El-Fougara», à la suite d'une collision entre un véhicule utilitaire et une voiture touristique.

L'accident a provoqué la mort d'une dame de 42 ans et des blessures à divers niveaux de gravité à cinq personnes, a indiqué la même source, ajoutant que les éléments relevant de l'unité d'El-Biod et de Mecheria (Nâama) de la Protection civile sont intervenus sur les lieux

du drame où ils ont prodigué les premiers soins aux blessés, avant de les transférer au service des UMC de l'Etablissement public hospitalier «Les Frères Chenafa» de Mecheria et de déposer la dépouille de la femme à la morgue du même hôpital. Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête afin d'élucider les circonstances de l'accident, signale-t-on.

Sidi Bel Abbe

11 établissements scolaires raccordés aux réseaux électrique et de gaz

La direction de la société de distribution de l'électricité et du gaz de Sidi Bel Abbes a procédé au raccordement de 11 établissements scolaires aux énergies électrique et gazière, en préparation de la rentrée scolaire 2024-2025, dans le cadre des efforts fournis en vue d'améliorer les conditions de scolarité, a-t-on appris auprès de la cellule d'information et de communication de cette direction. La chargée de l'information et de la communication, Fawzia Saboundji, a souligné que 7 établissements scolaires du cycle primaire ont été raccordés à l'électricité et au gaz, au niveau de différents sites d'habitat répartis à travers les communes de Sidi Bel Abbes, Telagh, Sfisef, Mostefa Ben Brahim et Ras El Ma. Dans le même contexte, trois nouveaux CEM ont été raccordés au niveau des communes de Mostefa Ben

Ibrahim, Sidi Dahou et Sidi Bel Abbes, selon la même source, notant que les services de la Direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz ont achevé l'opération de raccordement à ces deux énergies au lycée «Alouane Kheira», dans la commune de Moulay Slissen. A noter que le secteur de l'éducation sera renforcé dans la wilaya de Sidi Bel Abbes par la réception de 28 nouvelles structures réparties à travers différentes régions, dont 12 écoles primaires, 4 CEM et 4 lycées, huit cantines scolaires, outre la réception de 67 classes d'extension permettant de réduire la surcharge dans les classes dans les cycles primaire et moyen, sachant que les établissements scolaires bénéficiaires du raccordement augmentera à 498 établissements répartis sur les trois paliers (primaire, moyen et secondaire).

Relizane

Quatre blessés dans un incendie

Quatre personnes ont été brûlées au 2ème degré, à la suite d'un incendie qui s'est déclaré dans une habitation située dans la ville de Relizane, a-t-on appris des services de la direction locale de la Protection civile (PC). Le responsable de la communication à la PC, le lieutenant Abbès Khamallah, a précisé à l'APS que le sinistre s'est produit vers 9h, après qu'une bonbonne de gaz butane a pris feu dans une habitation au niveau de Haï Zeghloul, au centre-ville de Relizane. Les flammes ont causé des brûlures de 2ème degré dans diverses

parties du corps aux membres de la famille, dont l'âge oscille entre 1 et 51 ans, a-t-on fait savoir de même source.

Les éléments de la PC sont intervenus sur les lieux du sinistre et ont réussi à maîtriser les flammes et porté les premiers secours aux victimes, avant de les évacuer au service des urgences médico-chirurgicales de l'hôpital Mohamed Boudiaf du chef-lieu de wilaya, indique-t-on. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin d'élucider les circonstances de l'incendie.

Mascara

Près de 30.000 unités de produits pyrotechniques saisies

Les services de la Sûreté de wilaya de Mascara ont saisi 29.695 pétards et produits pyrotechniques de différents calibres, destinés à être écoulés illégalement à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, a indiqué, un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité.

Les saisies ont été opérées à l'issue de perquisitions menées par les policiers des Sûretés de

daïra de Tighenif et Ghriss ayant ciblé les sites où sont commercialisés illégalement ces produits, implantés dans des zones d'habitation de ces deux villes, a indiqué la même source.

Ces actions visent à assurer une atmosphère faite de quiétude et de sérénité durant les festivités de la célébration de cette fête religieuse, ainsi qu'à lutter contre la prolifération du commerce illicite de ces produits, a-t-on noté.

Chlef

Des passeurs de harraga arrêtés

Abbad Miloud

Des informations sont parvenues à la brigade de la gendarmerie de Sidi Akkacha, dans la wilaya de Chlef faisant état de l'existence de passeurs pour l'émigration clandestine par voie maritime. Les investigations menées par

les gendarmes se sont soldées par l'arrestation de 12 suspects composant le réseau cité.

Les gendarmes ont saisi un montant de 270000 dinars algériens, un autre de 80 euros et plusieurs portables.

Les mis en cause ont été présentés aux autorités judiciaires compétentes.



هَيْبْرُوكْ لِلنَّقْلِ الْبَحْرِي

HYPROC SHIPPING COMPANY spa

AU CAPITAL SOCIAL DE 40.000.000.000 DA

NIF N° : 0 999 3101 03669 77

Tél. : +213.41.82.15.15/16.16 Fax : +213.41.82.18.18

Avis d'Appel à la Pré-qualification National et Internationale Ouvert N°11/HYPROC S.C/MO/2024

Pour la constitution d'une "short list" de chantiers de réparation qualifiés pour la réalisation des travaux d'arrêt technique des navires transportant du GPL de la société Hyproc Shipping Company Spa.

HYPROC Shipping Company, ZHUN USTO, BP 7200 Es-Seddikia 31025 -Oran- Algerie, lance une pré-qualification National & International Ouvert N° 11/HYPROC S.C/MO/2024 pour la constitution de la "short list" des chantiers de réparations navales qualifiés pour la réalisation des travaux d'arrêt technique des navires transportant du GPL de la société Hyproc Shipping Company Spa.

Les candidats intéressés par le présent Appel de pré-qualification peuvent, dès sa parution sur le Baosem, deux quotidiens nationaux et le site web d'Hyproc SC, retirer une copie du cahier des charges de pré-qualification, auprès de la de la Cellule Centrale des Marchés (CCME) sis à ZHUN USTO - BP 7200 Es-Seddikia - Oran 31025, Algérie, sur la présentation d'une lettre de mandatement et du justificatif de virement de la somme de 100 Euro (pour les chantiers étrangers) et 15.000,00 DA (pour les chantiers nationaux), sans frais bancaires pour le bénéficiaire.

Le virement doit être effectué au compte bancaire de HYPROC SHIPPING COMPANY domicilié auprès de :

Banque Extérieure d'Algérie (B.E.A.) AGENCE EL DJAMEL ORAN.

RIB : 002 00081 0812200036 49

SWIFT: BEXADZAL 081

Bénéficiaire: HYPROC SHIPPING COMPANY.SPA

Les chantiers intéressés peuvent à leurs demandes, recevoir le cahier des charges par voie électronique (E-mail) à l'adresse suivante : « ccme@hyproc.dz ».

Les dossiers de candidature doivent être envoyés ou remis par les candidats sous une double enveloppe fermée, adressée à :

Cellule Centrale des Marchés de l'Entreprise - CCME

HYPROC SHIPPING COMPANY

Zhun USTO -B.P.7200 Es-Seddikia

ORAN 31025 -ALGERIA

L'enveloppe extérieure doit être fermée anonyme et portée uniquement les indications suivantes :

Appel à la Pré-qualification National et International Ouvert
N° 11/HYPROC SC/MO/2024
CANDIDATURE - A NE PAS OUVRIR

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 21/10/2024 à 14H30, toute offre reçue après la date et heure limite sera rejetée.

L'ouverture des candidatures aura le 22/10/2024 à 10h00.

Seul le cachet de réception du Bureau d'Ordre Général (B.O.G) de HYPROC SC, apposé sur les plis, fait foi.

Toute candidature reçue après la date limite de réception des plis sera rejetée.

La non transmission de la déclaration à souscrire conduira au rejet systématique du dossier de candidature.

Si la date limite de dépôt des dossiers de candidature ou la date d'ouverture desdits dossiers coïncident avec un jour férié ou un jour de repos légal, ces dates seront prorogées jusqu'au jour ouvrable suivant.

A l'issue du traitement des candidatures des chantiers sur la base des exigences du cahier des charges, les chantiers dont les offres de candidature sont déclarées conformes seront inscrits sur la short list pour une période de cinq (05) ans.

APARTEMENTS

■ Vends joli appartement : 3 pièces, cuisine + débarras superficie 78 m² 58, 1er étage, cité 150 logts, les Castors - Tél : 0771.18.76.24

■ Vends à Maraval appartement F4, 145 m², 17m de façade, 7e étage, ascenseur, parking sous-sol, femme de ménage, gardiennage, chambre parentale avec suite - Tél : 0697.74.51.36

■ A vendre F3, 5e étage, adr : la rue de Oujda, Oran. Tél : 0541.07.73.67

■ Vente F4 Choupot, 142 m², neuf, résidence avec ascenseur et parking - Tel : 0550.72.52.74

■ Vente appartements F3 et F4 à Gambetta emplacement idéal. Nouvelle résidence, Oran, Indjaz GM - Tél : 0770.98.86.66/0560.13.44.41

■ A vendre F5, 165 m², 2 façades, 7e étage avec ascenseur, résidence Président, rue Souhila Belahoual, Boulanger Oran - 0772.94.81.89 - 0773.19.44.81

■ Vends F3-F4-F5 promo, cuisine équipée, chaudière, placard, box de voit, à Maraval, cité Petit, Fernandville - HLM ... 0772.43.37.38/ 0660.88.46.15

LOCAUX

■ Loue local commercial (showroom) 470 m², R+1, deux façades, très bien aménagé, 3 sanitaires, une cour, situé entre Canastel et Belgaïd, Oran -Tél : 0560.68.60.11

■ A louer local commercial, surface 12 m², Plateau. Oran Tel : 0541.07.73.67

■ Vends hôtel de 2700 m², composé de 2 bâtiments, situé à l'ancienne route Cap Falcon, zone Z, touristique, avec tous les papiers nécessaires. Pour plus de détails contacter Tél : 0676.09.38.86

■ A vendre local de 24 m², aménagé en salon de coiffure pour dames, à la cité 'El Wouroud', à 200m du rond-point café Dubaï Oran - Tél : 0661.20.17.15 - 0771.91.99.33

VILLAS

■ Vends villas différentes, superficies : 150-200-250-600 m² à la Lofa - Pépinière - St-Hubert - Belgaïd - Canastel- Fernandville - Tél : 0660.88.46.15 - 0555.92.95.10

■ A louer villa R+1, 400 m², pour habit ou école, résid. ENSEP Senia + A louer F3 : 100 m², ch central, 3e étage, Senia + A louer dépôts 500 m² + sanitaire, 6m H Hippodrome + A.V appart, F4, 100 m², 3e étage, df. USTO + A.V : F3 103 m² + box, toutes commodités, résid ENSEP + A.V villa en ruine rdc, 355 m² / 15m F. Maraval - Tél : 0773.24.62.36

■ Vends maison de maître, 3 étages, d'une superficie de 140 m² garage pour voiture, cité touristique Bouhanifia-village Mascara - Tél : 0770.36.06.61

■ A vendre haouch colonial à Hassi Ameur-village. W Oran, sup 905 m², avec acte et livret foncier. Tél : 0676.45.83.90 -0659.57.17.51

TERRAINS

■ Vends lots de terrain à Boufatis, 250 m² - Tél : 0778.53.70.55/ 0656.79.02.82

EMPLOIS

■ Hôtel cherche femme de chambre et gouvernante qualifiée avec expérience. Attestation exigée - Tél : 0661.20.20.29 Email : hotel-lallamokhtara@hotmail.com

■ Ets à Oran cherche vendeur en meubles avec expérience en montage et démontages 03 fois par semaine + Poseur de meubles. Femme de ménage, 03 fois par semaine (48 à 55 ans) Tél : 0553.64.47.52

■ Crèche bilingue cherche éducatrice, femme de ménage (des gens aimant le travail dans le milieu des enfants), Haï Khemisti, Seddikia - Tél : 0550.38.26.91- 0771.26.21.90

DIVERS

■ Entreprise Bâtiment, à Relizane et Oran, spécialité tout aménagement de travail avec étatique ou privé, villa, maison, appartement, béton, dalles de sol, peinture, électricité, nettoyage, jardinage... etc. avec équipe qualifiée professionnelle et rapidité - Tél : 0771.49.78.29

PENSÉE

Il est difficile de croire que cela fait 08 ans, jour pour jour, que nous a quitté notre cher papa **BENSETITA Mohamed**
Ses souvenirs sont synonymes de bonté, de droiture et de gentillesse ; il restera un modèle pour tous. Il a laissé derrière lui un vide dans la vie de chaque personne qu'il a côtoyée que nul ne sera comblé. En cette douloureuse circonstance, nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Familie BENSETITA



Maître Hellou Abdelaziz
Huissier de justice près la Cour de Tlemcen.
BT *A2* derrière la Caisse nationale des retraités. Imama- Tlemcen
Tél /Fax : 040.92.45.54 / 0554.31.37.20
إعلان بالبيع بالمزاد العلني بالاطرفة المختومة فقط
Le jeudi 26 Septembre 2024

A 10h00, au siège de la commune de Ghazaouet

Au profit de la CCLS, sise à Abou Tachfine - Tlemcen

Lot N°	Désignations	Lieux de visite
01A	Lot de palettes et 273 pneus usagés environ	Docks Ain Fezza
02A	Lot de 104 batteries usagées	

Au profit de la Commune de Ghazaouet

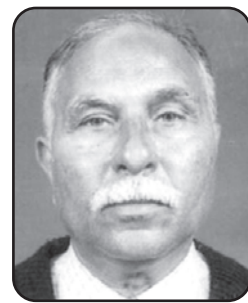
Lot N°	Désignations	Matricules
01B	Tracteur agricole Cirta C6807	119-603-13
02B	Rétro chargeur s/pneus LIUGONG (année 2008)	041-01315-13
03B	Camion benne tasseuse FAW	298-208-13
04B	Camion Sonacome K66 à benne	119-203-13
05B	Dumper ENMTP G400	n°S2104EV50 192
06B	Dumper ENMTP G400	n°S2104EX50 164
07B	Lot de 15 machines à coudre SINGER	Usagées
08B	Pulvérisateur tractable 1000L + Divers pulvérisateurs à dos	Usagées
09B	Lot de pneus et batteries usagés	Usagés
10B	Lot divers : ferraille en fer et en fonte- lampadaires - benne tasseuse godets avec bras pour tracteur - climatiseurs - chauffages - extincteurs - lot de boiserie (portes et fenêtres)- déchets de plastique (caisses - bacs à ordures - mannequins) - lot de portes et fenêtres en mishler - matériel informatique et lot de pièces de rechanges usagées	Usagés

Conditions de vente :
- Vente sans garantie - Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs du cahier des charges délivré par l'huissier de justice contre paiement de 1.000.00 DA.
- Un cautionnement pour chaque lot selon le cahier des charges et doit être déposé au bureau de l'huissier de justice, au plus tard, la veille de la vente avant 16 h.

Huissier de justice

PENSÉE

Le 18/09/2007 - Déjà 17 ans depuis que nous a quittés notre très cher père **ADJAL KADARI**.
Ton absence a laissé un grand vide dans nos cœurs, toi qui étais généreux et toujours présent pour les tiens et pour les autres. En ce pénible souvenir, nous demandons à tous ceux qui l'ont côtoyé et connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Ton épouse, tes enfants et petits-enfants
إنا لله و إنا إليه راجعون



REMERCIEMENTS

Les familles SOULIMANE, BELKHARROUBI et alliés, très touchées par les nombreuses marques de sympathie et d'affection qui nous ont été témoignées, suite au décès de leur chère et regrettée mère et grand-mère :
El-Hadja BELKHARROUBI Djamila, survenu le vendredi 06 septembre 2024, à Tlemcen, remercient toutes les personnes qui, par leur présence, se sont associées à leur peine et partagées leur douleur.
Son fils Mokhtar et ses filles
إنا لله و إنا إليه راجعون



TF1

20.10 HPI



Série policière - France - 2024
Saison 4 - Episode 6/8
Avec Bérangère McNeese, Audrey Fleurot, Marie Denarnaud
Karadec et Morgane reprennent le dossier sur la disparition d'Emma Perrin, survenue deux ans plus tôt, pour apporter des réponses à sa famille. L'inspection de son véhicule permet à Morgane d'en déduire que la jeune femme était enceinte. La mère de cette dernière confie qu'elle mentait à son mari pour s'absenter plusieurs week-ends par an.

2

20.05 Envoyé spécial



Présenté par Elise Lucet
À travers des reportages qui nécessitent parfois plusieurs semaines d'enquête en France ou à l'étranger, le magazine aborde un large éventail de sujets (politique intérieure ou étrangère, faits de société, santé publique, environnement, progrès techniques, portraits de personnalités). En prise avec une actualité en mouvement, il permet d'appréhender les enjeux auxquels est confrontée la société.

3

JEUDI

20.05 Meurtres à...



Série policière - France - 2021
Saison 9 - Episode 1/14
- Meurtres en Berry
Avec Aurélien Wiik, Fauve Hautot, David Mora, Boris Terral
Antoine Noiret, éminent professeur en oncologie, a été retrouvé dans la Mare au Diable. La scène de crime fait penser à un sacrifice humain. De la morphine est aussi trouvée près de son corps. Lors de son enquête, Basile Tissier, policier à Bourges et originaire de la campagne berrichonne, reçoit l'aide de Solène Durel.

W9

20.10 Le vétéran



Thriller - Etats-Unis - 2021
Avec Liam Neeson, Jacob Perez, Kathryn Winnick, Teresa Ruiz
Jim est propriétaire d'un ranch et a un passé dans le corps des Marines. Ses champs jouxtent la frontière mexicaine et lorsqu'il sauve un jour un garçon en fuite d'un cartel de la drogue, une course-poursuite mortelle s'engage à travers les États-Unis pour le couple courageux.

6

20.10 Cauchemar en cuisine



Saison 13 - Episode 7/8
Rien ne va plus pour Marie et son fils, Emmanuel, à la tête de l'unique restaurant de Bertholène, petit village de l'Aveyron. Si au départ, leur affaire fonctionnait bien, aujourd'hui, les clients ont déserté l'établissement. Face à cette situation catastrophique, la cheffe de cuisine a appelé Philippe Etchebest à la rescousse. Souris morte devant l'entrée de l'institution, toilettes à la turc, murs de la salle délabrés... dès son arrivée sur les lieux, le chef tombe des nues.

CANAL+ BOX-OFFICE

20.00 Aquaman et le royaume perdu



Film fantastique - Canada - Etats-Unis - Royaume-Uni - 2023
Avec Jason Momoa, Patrick Wilson, Dolph Lundgren, Amber Heard
Aquaman tente par tous les moyens de sauver la ville sous-marine d'Atlantis et le reste de la planète d'une catastrophe imminente. Afin de minimiser les dégâts, il devra s'efforcer de forger une alliance difficile avec un allié improbable.

CANAL+

20.04 Silo



Série dramatique - Etats-Unis - 2023
Saison 1 - Episode 9/10 : En cavale
Avec Rebecca Ferguson, Iain Glen, Nick Judge, Ferdinand Kingsley
Juliette est parvenue à s'échapper de sa cellule. Paul qui veut cacher qu'il est atteint du Syndrome se lance à sa recherche ainsi que Robert Sims et ses hommes. Ce dernier se rend chez son père, Peter pour tenter de le faire parler. Les agents responsables des communications révèlent que Juliette a envoyé un message à Lukas Kyle, un des informaticiens, avant de disparaître.

CANAL+ GRAND ÉCRAN

20.04 Blood Diamond



Film d'aventures - Etats-Unis - 2006
Avec Leonardo DiCaprio, Djimon Hounsou, Jennifer Connelly
Alors qu'il purge une peine de prison pour ses trafics, Archer rencontre Solomon Vandy, un pêcheur d'origine Mende. Arraché à sa famille et forcé de travailler dans les mines diamantifères, ce dernier a trouvé - et caché - un diamant rose extrêmement rare. Accompagnés d'une journaliste idéaliste, les deux hommes s'embarquent pour un dangereux voyage en territoire rebelle pour récupérer le fameux caillou.

TF1

20.10 Qui veut gagner des millions ?



Saison 50 - Episode 1 :
Présenté par Arthur
La célèbre émission fête ses 25 ans avec deux émissions spéciales au Dôme de Paris avec Arthur pour animateur. Il sera entouré d'invités exceptionnels qui vont tenter de remporter un maximum d'argent au profit de leurs associations. Au cours de cette première soirée, Florence Foresti et Joël Dicker joueront pour Women Safe & Children, Jean-Pierre Foucault pour Ruban Rose pour l'association Léo, Michel Boujenah et Jeff Panadoc pour FRM.

2

20.05 Simon Coleman



Série policière - France - 2024
Saison 2 - Episode 3/6
- Les apparences
Avec Jean-Michel Tinivelli, Flavie Péan, Ted Etienne
Deux agents d'entretien découvrent le corps de Mathias Deresz gisant dans une cour intérieure de la prestigieuse clinique du Mirabeau. Ce brillant chirurgien esthétique de 39 ans, qui travaillait depuis 7 ans dans cet établissement, a été défenestré la nuit dernière depuis son bureau, situé au deuxième étage.

3

VENREDI

20.05 Voix de stars



Présenté par Julia Vignali
Venus de différentes régions de France, une douzaine de candidats participent à un concours de sosies vocaux, démontrant leur capacité à reproduire les voix de stars de la chanson française et internationale. Le programme les met au défi des voix d'artistes célèbres, allant de Barbara à Claude François, en passant par Serge Lama, Christophe Maé, Céline Dion ou Louane.

ACTION

19.50 Dérapages incontrôlés



Thriller - Etats-Unis - 2002
Avec Ben Affleck, Samuel Jackson, Toni Collette, Sydney Pollack
Ce matin, Gavin Banek et Doyle Gipson n'ont pas une minute à perdre. Le premier, un jeune avocat, se rend au tribunal pour une affaire de la plus haute importance. Le second, un agent d'assurances en instance de divorce, est appelé à défendre ses droits. Une queue de poisson malvenue à New York entraîne une collision sans gravité apparente.

6

20.10 Les traîtres



Saison 3
Présenté par Eric Antoine
Eric Antoine accueille 20 personnalités, parmi lesquelles Bruno Hourcade, Bruno Solo, Valérie Trierweiler et Frédérique Bel au château de Biron en Gironde. Après un entretien avec chacun des candidats, l'animateur choisit les trois « Traîtres » de la saison. Ces derniers, qui ne doivent pas se faire démasquer par les autres joueurs, les « Loyalux », peuvent en éliminer un, chaque soir, lors d'un vote.

RTL9

19.55 Pacific Rim



Film de science-fiction - Etats-Unis - Mexique - 2013
Avec Charlie Hunnam, Idris Elba, Ron Perlman, Rinko Kikuchi
Surgies des flots, des hordes de créatures monstrueuses venues d'ailleurs, les Kaiju, ont déclenché une guerre qui a fait des millions de victimes et épuisé les ressources naturelles de l'humanité pendant des années. Pour les combattre, une arme d'un genre nouveau a été mise au point.

CANAL+

20.11 Argylle



Film d'action - Royaume-Uni - Etats-Unis - 2024
Avec Bryce Dallas Howard, Henry Cavill, Sam Rockwell
Argylle, un super-espion, est entraîné dans une chasse au trésor qui l'emmène à travers le monde. Le passé trouble de cet agent secret pourrait mettre en péril la mission.

CINE + FRISSON

19.50 Vivre, mourir, recommencer : Edge of Tomorrow



Film de science-fiction - Etats-Unis - Canada - 2014
Avec Tom Cruise, Emily Blunt, Brendan Gleeson, Bill Paxton
Dans un futur proche, l'Europe a été envahie par de terribles extraterrestres. Après des défaites en série, l'armée humaine prévoit un grand débarquement sur les plages normandes. Soldat inexpérimenté et incorporé malgré lui, William Cage se retrouve sur le front, incapable de contrôler sa cuirasse et ses armes. Sans aucune surprise, il est tué en quelques minutes.

A cartoon illustration of Woody Woodpecker, Woody, and Daffy Duck at a dinner table. Woody is sitting at the head of the table, looking surprised. Woody is standing and holding a large log on a plate. Daffy Duck is sitting at the table, holding a knife and fork, looking at the log.

Mexique : 30 civils tués lors d'une vague de violence



Au moins 30 civils ont été tués depuis qu'une vague de violence a frappé l'Etat de Sinaloa, dans le nord-ouest du Mexique, le 9 septembre, a affirmé mardi le ministre de la Défense, Luis Crescencio Sandoval.

Lors de la conférence de presse quotidienne du président Andres Manuel Lopez Obrador, M. Sandoval a indiqué que le gouvernement fédéral renforçait la sécurité dans la région afin de réprimer la violence, qui a également coûté la vie à deux soldats.

Les autorités ont arrêté au moins 30 suspects appartenant à des organisations criminelles et saisi 115 armes à feu. La récente vague de violence a éclaté à la suite d'affrontements entre des groupes rivaux de trafiquants de drogue.

Vietnam : des usines endommagées et des millions de pertes



Le super typhon Yagi a laissé une facture salée dans le Nord industriel du Vietnam: au moins des dizaines de millions de dollars de dégâts pour des entreprises, confrontées au risque de plus en plus élevé de catastrophes naturelles dans la région.

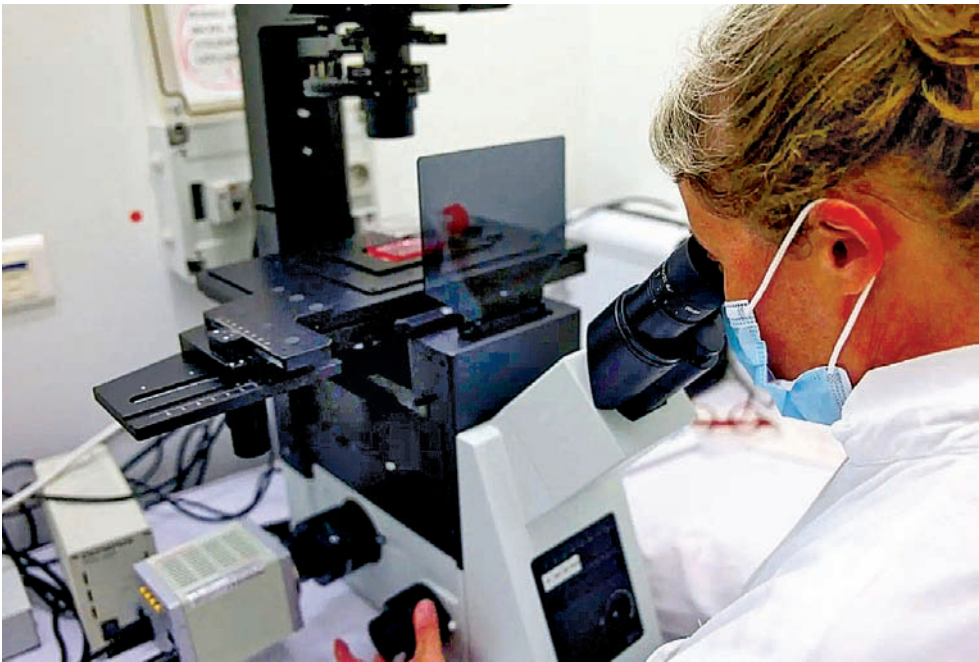
Les rafales violentes et les pluies torrentielles n'ont pas épargné les usines et les infrastructures de transport du delta du fleuve Rouge, région densément peuplée et stratégique, qui abrite des sites œuvrant pour les géants des technologies Samsung et Foxconn.

Un bilan préliminaire du gouvernement a évalué à 40.000 milliards de dong (1,47 milliard d'euros) les «pertes» économiques causées par Yagi, sans donner de détails sur le calcul du montant.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Des «chasseurs de virus» traquent les prochaines menaces de pandémie



Dans des laboratoires du monde entier, un réseau de médecins et de chercheurs s'efforce d'identifier les nouvelles menaces virales, dont certaines sont liées au changement climatique, dans l'espoir de prévenir la prochaine pandémie.

Cette coalition de «chasseurs de virus», comme elle se surnomme elle-même, a déjà découvert toutes sortes de maux

nouveaux, depuis une maladie inhabituelle transmise par les tiques en Thaïlande jusqu'à l'apparition surprise, en Colombie, d'une infection véhiculée par des moucheron. «La liste des choses dont nous devons nous préoccuper, comme nous l'avons vu avec le Covid-19, n'est pas statique», explique Gavin Cloherty, un expert en maladies infectieuses qui dirige ce réseau, l'Abbott Pandemic

Defense Coalition. «Nous devons surveiller de près la façon dont évoluent les méchants que nous connaissons déjà, mais aussi l'arrivée de petits nouveaux», poursuit-il.

En découvrant de nouvelles menaces, la coalition donne à Abbott une longueur d'avance dans la conception des kits de test comme ceux qui ont été au cœur de la réponse à la crise du Covid-19.

Portugal : la population étrangère a augmenté d'un tiers

Le nombre d'étrangers établis au Portugal a bondi de 33,6% en 2023, le pays accueillant désormais plus d'un million d'immigrés, environ un dixième de la population totale, selon un rapport officiel publié mardi.

Le pays comptait à la fin de l'année dernière 1,045 million d'étrangers vivant légalement sur son territoire, contre près de 782.000 en 2022, a indiqué l'Agence pour l'intégration, les migrations et l'asile (Aima). «La nationalité brésilienne reste la principale communauté étrangère», avec quelque 368.500 ressortissants et 35,3% des immigrés établis dans le pays, a précisé l'agence créée l'an dernier après la dissolution de l'ancienne police des frontières. L'Angola et le Cap-Vert, deux anciennes colonies portugaises en Afrique, arrivent en deuxième et troisième positions, avec respectivement 55.600 et 48.900 ressortissants.

Parmi les Européens, on retrouve les Britanniques (47.400), puis les Italiens (36.200) et les Français (27.500). Les Indiens (44.000) et les Népalais (30.000) figurent également dans le top dix des pays d'où viennent les immigrés.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

DÉMOCRATIE ET INÉGALITÉS

Des voix officielles occidentales ne cessent pas de seriner que la démocratie est en danger. A force de répéter le constat, en l'affublant de multiples théories on a de plus en plus l'impression qu'elle est une résine fluide que l'on placarde selon les convenances contradictoires et un outil de service pour une vente guidée. En somme, un couteau suisse corvéable à merci selon les intérêts et les idéologies.

Entre la dictature et ce que l'on laisse entendre par démocratie l'espace est réduit. La majorité y trouve quelques comptes et la minorité n'accepte pas un injuste départage de la peine et de la misère qu'elle traite de diktat. Certes, il a bien fallu trouver une recette pour

contenter le plus grand nombre d'êtres pour tenter de donner un sens à la justice et à l'équité. Mais on s'aperçoit que les remèdes idéologiques choisis mènent à des situations sans issue. Pour preuve, les incessants déboires du monde démontrent que les inégalités entre les hommes tiennent à demeurer insolubles. Le pouvoir exercé par le peuple et pour le peuple a été depuis longtemps confiné avec la supercherie car il a toujours été régi par les confrontations des idéologies contraires, la plupart guidées par les intérêts opposés.

Chaque idéologue supposé démocrate voit midi à sa porte sans jamais arriver à la finalité du contentement populaire. La classique alternance occidentale entre les droites et les gauches politiques a gardé en tenaille les populations prisonnières d'un yo-yo sans fin. Peu de pays à l'image de la Suisse ont pu cuire des omelettes sans casser des œufs mais au prix fort allant jusqu'à s'obliger à la votation sur le ramassage des ordures ménagères.

Les craintes portées sur la démocratie sans cesse affirmées ne signifient-elles pas au juste qu'elle n'a jamais existé ? Même si la question ainsi présentée pourrait prendre pour les bien-pensants les contours d'un blasphème.

Etats-Unis : une erreur administrative sème le trouble dans le système électoral en Arizona



Les autorités d'Arizona ont reconnu mardi l'existence d'une erreur administrative qui sème le trouble dans le système électoral de cet Etat clé, scruté de près avant l'élection présidentielle américaine tendue de novembre.

«Environ 97.000» électeurs sont enregistrés sur les listes électorales sans avoir fourni de document prouvant leur nationalité américaine, comme l'exige la loi locale de cet Etat, a résumé sur X Stephen Richer, responsable électoral du comté de Maricopa, où l'erreur a été repérée.

Cette erreur n'affectera pas leur capacité à voter pour le scrutin présidentiel et les parlementaires du Congrès en novembre, car les Etats-Unis ne réclament pas de preuve de nationalité pour voter aux élections fédérales. Elle risque surtout d'alimenter les accusations de Donald Trump et ses alliés républicains, qui affirment que des étrangers votent frauduleusement aux Etats-Unis, dans un Etat critique.